

Supports de formation sur la place du genre dans la gestion des frontières

Dossier de supports de formation sur la
place du genre dans la RSS



Centre pour le contrôle
démocratique des forces
armées - Genève (DCAF)

Auteurs et éditrice

Les Exercices de formation et les Sujets de discussion sont conçus par Agneta M. Johannsen. Agneta M. Johannsen possède une riche expérience dans les domaines de la consolidation de la paix, du genre et de la transition postconflit. Agneta a été conseillère et consultante auprès de plusieurs organisations internationales, dont le Programme des Nations Unies pour le développement, le Haut Commissariat pour les réfugiés, le Fonds des Nations Unies pour la population, le Programme des Nations Unies pour les établissements humains et l'Agence japonaise de coopération internationale. Elle a été adjointe au directeur du Projet de reconstruction des sociétés déchirées par la guerre à l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social et a dirigé une équipe de recherche, de formation et d'évaluation pour le compte de l'organisation ayant succédé au projet, WSP International. Elle a également travaillé pour diverses organisations non gouvernementales.

En outre, Agneta a été professeure à l'Université Webster de Genève et est actuellement conseillère en psychologie. Forte de ses connaissances en relations internationales, en psychologie et en anthropologie, Agneta s'est spécialisée depuis peu dans la communication interculturelle, la formation/apprentissage et le traitement des traumatismes.

Les Exemples pratiques sont compilés par Beatrice Mosello, du DCAF.

Cette partie du *Dossier de supports de formation sur la place du genre dans la RSS* est éditée par Megan Bastick.

Remerciements

Le DCAF remercie les membres suivants du Comité consultatif du projet de supports de formation sur la place du genre dans la RSS pour leur précieuse contribution à l'élaboration de ces supports : Corey Barr, Kristen Cordell, Angela Mackay, Aleksandar Prvulović, Kathrin Quesada, Daniel de Torres et Kristin Valasek.

Il adresse aussi ses remerciements à Beverly Youmans, Audrey Reeves et Anca Sterie pour l'aide apportée à l'édition.

Dossier de supports de formation sur la place du genre dans la réforme du secteur de la sécurité

Le *Dossier de supports de formation sur la place du genre dans la RSS* vient en complément de la *Boîte à outils « Place du genre dans la RSS »* (DCAF, OSCE/BIDDH et UN-INSTRAW, 2008). Des copies de la *Boîte à outils « Place du genre dans la RSS »* peuvent être téléchargées ou commandées sur le site <http://www.dcaf.ch/gssrtoolkit>.

Le *Dossier de supports de formation sur la place du genre dans la RSS* est un ensemble de supports pratiques de formation conçu pour aider les formateurs à intégrer les questions de genre dans leurs formations à la RSS et à dispenser des formations efficaces en matière de genre à des spécialistes de la RSS.

La première partie du Dossier de formation est un « Guide pour l'intégration du genre dans les formations à la RSS », qui fournit toute sorte d'informations utiles pour apprendre à intégrer les questions de genre tout au long d'un cycle de formation à la RSS.

Le reste du Dossier de supports de formation s'intéresse à différents thèmes spécifiques de la RSS :

- Place du genre dans la réforme du secteur de la sécurité
- Place du genre dans la réforme de la police
- Place du genre dans la réforme de la défense
- Place du genre dans le contrôle parlementaire du secteur de la sécurité
- Place du genre dans le contrôle du secteur de la sécurité par la société civile
- Place du genre dans l'élaboration de politiques de sécurité nationale
- Place du genre dans la réforme de la justice
- Place du genre dans l'examen, le suivi et l'évaluation de la réforme du secteur de la sécurité
- **Place du genre dans la gestion des frontières**
- Place du genre dans la réforme pénale

Le DCAF remercie vivement le ministère norvégien des Affaires étrangères du soutien qu'il a apporté à la production de ce *Dossier de supports de formation sur la place du genre dans la RSS*.

DCAF

Le Centre pour le contrôle démocratique des forces armées – Genève (DCAF) œuvre pour la bonne gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité. Le Centre mène des recherches sur les bonnes pratiques, encourage l'élaboration de normes appropriées aux niveaux national et international, formule des recommandations d'ordre politique, prodigue des conseils aux pays concernés et élabore des programmes d'assistance. Le DCAF a pour partenaires, entre autres, des gouvernements, des parlements, la société civile, des organisations internationales et des acteurs du secteur de la sécurité (police, pouvoirs judiciaires, services de renseignements, services de sécurité aux frontières et forces militaires).



Centre pour le contrôle
démocratique des forces
armées - Genève (DCAF)

© DCAF, 2009.
Tous droits réservés.
ISBN 978-92-9222-100-3

Extraits à citer comme suit: Agneta M. Johannsen, « Supports de formation sur la place du genre dans la gestion des frontières », extrait du *Dossier de supports de formation sur la place du genre dans la réforme du secteur de la sécurité*. Édité par Megan Bastick et Kristin Valasek. Genève, DCAF, 2010.

Table des matières

UTILISATION DU DOSSIER DE SUPPORTS DE FORMATION SUR LA PLACE DU GENRE DANS LA RSS	1
MESSAGES IMPORTANTS	5
EXERCICES DE FORMATION	8
Exercice 1 Résistance au changement.....	8
Exercice 2 Pantomime d'une gestion des frontières sensible au genre.....	9
Exercice 3 Institutions représentatives de gestion des frontières.....	11
Exercice 4 Conduite déontologique et sécurisée d'interrogatoires.....	13
Exercice 5 Cercles mouvants : en quoi la perspective du genre est-elle importante pour la gestion des frontières ?.....	14
Exercice 6 Concours de réflexion : installations adaptées à des migrants en détention	16
Exercice 7 Égalité des sexes et violations des droits humains aux frontières	17
Exercice 8 Petits scénarios : violations des droits humains aux frontières	19
Exercice 9 Commerce clandestin aux frontières : directives sensibles au genre.....	26
Exercice 10 Jeu de rôles : les OSC et la gestion des frontières.....	30
Exercice 11 Jeu de rôles : contrôle de la gestion des frontières	38
Exercice 12 Étude de cas : soutien d'une réforme de la gestion des frontières sensible au genre.....	41
DISCUSSIONS.....	49
PROBLÈMES DE FORMATION À CONSIDÉRER.....	51
EXEMPLES PRATIQUES.....	52
SUPPORTS DE FORMATION SUPPLÉMENTAIRES	59

Utilisation du dossier de supports de formation sur la place du genre dans la RSS

Une réforme de la gestion des frontières respectueuse de l'égalité des sexes poursuit les objectifs suivants :

- » Renforcer la protection des droits humains de tous en traitant les insécurités spécifiques des femmes, des filles, des hommes et des garçons aux frontières ;
- » Améliorer la prévention et la détection de la traite et du trafic illicite des êtres humains ;
- » Créer des institutions de gestion des frontières plus représentatives en promouvant la participation des femmes ;
- » Renforcer l'appropriation locale des processus de gestion des frontières en améliorant le contrôle et la collaboration de la société civile.

Des copies de la *Boîte à outils « Place du genre dans la RSS »* peuvent être téléchargées ou commandées, sur CD-ROM ou en version papier, sur le site <http://www.dcaf.ch/gssrtoolkit>

La réforme du secteur de la sécurité (RSS) transforme les politiques, les institutions et les programmes de sécurité. L'intégration des questions de genre à la RSS – en prenant en compte les différents besoins des femmes, des hommes, des garçons et des filles en matière de justice et de sécurité et en renforçant la participation des femmes et des hommes aux prises de décisions en matière de sécurité – est de plus en plus considérée comme une condition essentielle à l'efficacité opérationnelle, à l'appropriation locale et au contrôle. C'est pourquoi les pays qui entreprennent des RSS, ainsi que les États donateurs et les organisations internationales qui soutiennent des processus de RSS, se sont engagés à mettre leur RSS en œuvre dans le souci de l'égalité des sexes.

Afin d'apporter leur soutien aux RSS respectueuses de l'égalité des sexes, le DCAF, l'OSCE/BIDDH et l'UN-INSTRAW ont publié en 2008 la *Boîte à outils « Place du genre dans la réforme du secteur de la sécurité »**. Cette *Boîte à outils* constitue une introduction pratique aux questions de genre et de RSS, destinée aux décideurs et aux praticiens. Elle explique en quoi la perspective du genre est importante pour les processus de RSS, à l'appui de recommandations et d'exemples concrets. La *Boîte à outils* se compose de douze Dossiers et de douze Notes pratiques consacrés à différents thèmes de la RSS comme, par exemple, la réforme de la police, la réforme de la défense, le contrôle parlementaire et le contrôle par la société civile.

La publication de la *Boîte à outils « Place du genre dans la RSS »* a suscité une forte demande en supports de formation et autres éléments d'aide à la formation aux questions de genre et de RSS. Le présent **Dossier de supports de formation sur la place du genre dans la RSS** a donc été conçu en complément de la *Boîte à outils « Place du genre dans la RSS »*. Le *Dossier de supports de formation* est un ensemble de supports pratiques de formation conçu pour aider les formateurs à intégrer la perspective du genre dans les formations à la RSS et à dispenser des formations efficaces aux questions de genre à des spécialistes de la RSS.

Le Dossier de supports de formation

La première partie du *Dossier de supports de formation sur la place du genre dans la RSS* est le **Guide pour l'intégration du genre dans les formations à la RSS**. Ce *Guide* fournit toute sorte d'informations utiles pour apprendre à intégrer la perspective du genre tout au long d'un cycle de formation à la RSS, à savoir : évaluation des besoins en formation, objectifs pédagogiques, conception de la formation, exécution, contrôle, évaluation et suivi.

Le reste du *Dossier de supports de formation sur la place du genre dans la RSS* est divisé en plusieurs groupes de supports consacrés à différents thèmes spécifiques de la RSS :

- **Place du genre dans la réforme du secteur de la sécurité**
- **Place du genre dans la réforme de la police**
- **Place du genre dans la réforme de la défense**
- **Place du genre dans le contrôle parlementaire du secteur de la sécurité**

* Le DCAF est le Centre pour le contrôle démocratique des forces armées – Genève.

* L'OSCE/BIDDH est le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'Homme de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

* L'UN-INSTRAW est l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme des Nations Unies.

Utilisation du dossier de supports de formation sur la place du genre dans la RSS

- Place du genre dans le contrôle du secteur de la sécurité par la société civile
- Place du genre dans l'élaboration de politiques de sécurité nationale
- Place du genre dans la réforme de la justice
- Place du genre dans l'examen, le suivi et l'évaluation de la réforme du secteur de la sécurité
- Place du genre dans la gestion des frontières
- Place du genre dans la réforme pénale

Chaque groupe de supports de formation contient les éléments suivants :

Messages importants : extraits de la *Boîte à outils « Place du genre dans la RSS »*.

Exercices de formation : 10 à 19 exercices couvrant un large éventail de sujets, de méthodologies et de publics, de durées variables. Tous les exercices sont organisés autour des rubriques suivantes :

- *Type d'exercice* ;
- *Public* ;
- *Durée* ;
- *Taille du groupe* ;
- *Fournitures* ;
- *Conseils aux formateurs* ;
- *Objectifs pédagogiques* ;
- *Instructions de l'exercice* ;
- *Polycopiés, fiches et registre des triches du formateur (le cas échéant)* ;
- *Variantes possibles (le cas échéant)*.

Exemples pratiques : brèves études de cas pouvant être utilisées en support de la formation.

Discussions : sujets de discussion possibles sur la RSS et la place du genre et conseils pour optimiser l'efficacité de ces discussions.

Problèmes de formation à considérer : problèmes susceptibles de se présenter, en plus de ceux recensés dans le *Guide pour l'intégration du genre dans les formations à la RSS*.

Supports de formation supplémentaires.

Les stagiaires

Ces supports de formation tiennent compte du fait que les publics auxquels s'adressent les formations à la RSS sont extrêmement variés. Vos stagiaires peuvent en effet provenir d'un pays qui applique une RSS, d'un pays donateur qui soutient une RSS ou d'un tout autre pays encore. Ils peuvent appartenir à une seule et même institution ou à plusieurs. Ils peuvent avoir de l'expérience dans le domaine de la RSS ou être totalement novices.

Vos stagiaires peuvent consister, par exemple, en représentants des institutions suivantes :

- Ministères de la Défense, de la Justice, de l'Intérieur ou des Affaires étrangères ;
- Institutions du secteur de la sécurité – ex. : forces de police, forces armées, services de gestion des frontières et organismes pénitentiaires ;
- Parlements, dont les parlementaires eux-mêmes et leurs personnels associés ;
- Organes de contrôle du secteur de la sécurité – ex. : médiateurs et organes consultatifs sur la sécurité nationale ;
- Organisations de la société civile (OSC), dont des organisations internationales, nationales et locales et des organismes de recherche spécialisés dans le contrôle du secteur de la sécurité et/ou les questions de genre (ex. : organisations de femmes) ;

Utilisation du dossier de supports de formation sur la place du genre dans la RSS

- Donateurs, organisations internationales et régionales – ex. : Nations Unies, Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, Union européenne ou Union africaine.

Chaque lot de supports de formation contient des exercices adaptés à différents types de public. Bon nombre de ces exercices peuvent aussi être spécifiquement adaptés à votre groupe de stagiaires.

Utilisation des exercices de formation

La plus grande partie du *Dossier de supports de formation sur la place du genre dans la RSS* est constituée d'exercices de formation. Ces exercices sont conçus pour vous aider à dispenser des formations sur les questions de genre et de RSS de manière engageante et interactive. Ces exercices se présentent sous la forme de plans d'action, de jeux de rôles, d'analyses des parties prenantes, d'analyses SWOT, d'études de cas, d'analyses des écarts, de schématisation et bien d'autres formats encore. Le *Dossier de supports de formation sur la place du genre dans la RSS* comporte également des exercices de découverte, de motivation et d'introduction.

Les exercices se focalisent sur un ou plusieurs aspects de la RSS. Certains traitent de questions relatives au genre (par exemple, le recrutement de femmes ou l'action face à la violence sexiste), d'autres abordent des aspects plus généraux de la RSS, pour lesquels il apparaît nécessaire d'intégrer la perspective du genre (par exemple, la consultation ou la planification de projet). Ces exercices peuvent donc être utilisés dans l'un ou l'autre des cadres suivants :

- Séance de formation sur la place du genre dans la RSS – ex. : place du genre dans la réforme de la police, place du genre dans le contrôle parlementaire du secteur de la sécurité ;
- Séance de formation sur la RSS, pas spécialement axée sur les questions de genre.

Un exemple de séance de formation sur la place du genre dans la RSS et un échantillon de programme de formation de deux jours sur la place du genre dans la RSS sont fournis dans le *Guide pour l'intégration du genre dans les formations à la RSS*.

Le format des exercices n'est nullement prescriptif, mais a vocation à libérer votre créativité de formateur. Nous vous encourageons à les adapter à votre guise en fonction de vos objectifs de formation, de votre public, des sujets que vous souhaitez mettre en valeur, du temps dont vous disposez et de vos propres besoins. Vous pouvez vous servir de la *Boîte à outils « Place du genre dans la RSS »* pour présenter des informations de fond sur une grande variété de sujets liés au genre et à la RSS.

Les exercices ne sont pas conçus pour être utilisés en série ou sous forme de module. Au contraire, le *Dossier de supports de formation* a été conçu pour mettre à votre disposition un ensemble diversifié d'exercices que vous pouvez combiner et adapter à loisir en fonction des besoins de votre formation.

Aussi, avant de sélectionner un exercice, nous invitons-vous à vous poser les questions suivantes :

- Quels sont vos objectifs pédagogiques ? Quel exercice répond le mieux à ces objectifs ?
- Qui sont vos stagiaires ? Combien sont-ils ? Cet exercice convient-il à leur niveau d'expérience ?
- Avez-vous le temps de le mener à bien ?
- Comment pourriez-vous modifier l'exercice de manière à ce qu'il soit mieux adapté à vos objectifs pédagogiques, à vos stagiaires et au temps dont vous disposez ?

Les exercices sont organisés en trois catégories : (1) application en contexte, (2) conceptuel et (3) thématique.

Utilisation du dossier de supports de formation sur la place du genre dans la RSS

- Les *exercices d'application en contexte* permettent aux stagiaires de mettre les principes de la RSS et de l'égalité des sexes en application dans leur propre organisation ou dans des cas réels ou simulés étudiés en aide à l'apprentissage. En général, ces exercices conviennent mieux aux stagiaires qui assument des responsabilités politiques de haut niveau et qui possèdent de l'expérience en ce domaine ; toutefois, selon le thème, les besoins et les objectifs de la formation, tout stagiaire a à gagner en participant à ce type d'exercice. D'un point de vue pédagogique, ces exercices sont probablement les plus efficaces (apprentissage rapide), puisque le but premier de chaque exercice est de laisser les stagiaires explorer et s'approprier les principaux concepts en les appliquant à leur propre contexte.
- Les *exercices conceptuels* s'intéressent davantage aux concepts et aux théories, le but étant de bien faire comprendre le message important qui est livré. Ces exercices conviennent mieux aux stagiaires qui assument des responsabilités précises dans certains programmes et qui possèdent de l'expérience en ce domaine (afin d'élargir leur point de vue) et à ceux qui assument des responsabilités politiques de plus haut niveau.
- Les *exercices thématiques* se focalisent sur un point précis exigeant une formation. Ces types d'exercices conviennent normalement mieux aux stagiaires qui ont besoin d'une formation spécifique ou qui ne connaissent rien aux concepts de genre et de RSS.

Le but de ce *Dossier de supports de formation* est de vous aider à améliorer votre formation en matière de genre et de RSS tout en vous laissant donner libre cours à votre créativité à partir des supports présentés. Nous vous invitons à vous en servir conjointement avec la *Boîte à outils « Place du genre dans la RSS »* et ne doutons pas que cela vous aidera à inclure la perspective du genre en tant qu'aspect clé de votre formation à la RSS.

Messages importants

En votre qualité de formateur, vous devez savoir comment livrer au mieux le contenu fondamental de votre formation à votre public. Tout exercice de formation devra généralement être précédé d'un bref topo, où vous recenserez les principaux points qui seront traités afin de vous assurer que votre public possède bien les connaissances de base requises. Référez-vous pour ce faire à l'exemple de séance de formation fourni dans le *Guide pour l'intégration du genre dans les formations à la RSS*.

Les messages importants ci-dessous sont extraits du *Dossier « Place du genre dans la gestion des frontières »*. Lorsque vous préparerez votre séance, pensez à sélectionner quelques messages importants, à les reformuler et à les synthétiser au moyen de diapositives PowerPoint ou d'autres aides à la formation.

Ces messages importants sont conçus pour vous aider à formuler le contenu de votre formation. Ils ne doivent cependant pas vous empêcher de lire les supports de votre formation. Chaque stagiaire doit être invité à lire le *Dossier « Place du genre dans la gestion des frontières »* et/ou la *Note pratique* correspondante avant de commencer la formation.

Gestion des frontières

La gestion des frontières concerne, de manière générale, les règles, techniques et procédures qui régissent les activités et le trafic aux frontières et dans les zones frontalières. Une gestion efficace des frontières vise à mettre en place des frontières ouvertes, bien contrôlées et sûres, garantissant la circulation ininterrompue des personnes, des biens et des services.

Les gardes-frontières et le personnel de l'immigration et des douanes sont les principaux acteurs responsables de la gestion de la circulation des personnes et des marchandises aux frontières.

Place du genre dans la gestion des frontières

Une approche de la gestion des frontières qui favorise l'égalité des sexes poursuit les objectifs suivants :

- Protéger et promouvoir les droits humains de tous les groupes de la société (ex. : par des procédures appropriées d'interrogatoire, d'entretien et de fouille) ;
- Détecter et prévenir les violations des droits humains des hommes, des femmes, des filles et des garçons aux frontières (ex. : harcèlement sexuel et prostitution forcée) ;
- Renforcer les capacités du personnel de gestion des frontières à détecter et prévenir la traite et le trafic illicite des êtres humains ;
- Créer des institutions de gestion des frontières plus représentatives de la société ;
- Renforcer la confiance du public dans les institutions et les personnels de gestion des frontières ;
- Améliorer la collaboration entre la société civile, dont les organisations de femmes, et les institutions de gestion des frontières ;
- Améliorer le contrôle de la gestion des frontières et des processus de réforme par la participation d'organisations de femmes et de représentants des communautés frontalières ;
- Honorer les obligations imposées par des lois et instruments internationaux, régionaux et nationaux, dont le Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants (Protocole de Palerme) ;
- Rehausser la réputation nationale en accueillant les visiteurs dans le respect de l'égalité des sexes et des droits humains.

Voir la section 3 du *Dossier « Place du genre dans la gestion des frontières »*.

Messages importants

Stratégies d'intégration de la perspective du genre dans la gestion des frontières

Les stratégies d'intégration de la perspective du genre dans la gestion des frontières peuvent consister en ce qui suit :

- Adapter la législation nationale de manière à mettre en œuvre les obligations imposées par les lois internationales et régionales, notamment en matière de traite des êtres humains ;
- Établir des politiques, protocoles et procédures (ex. : procédures d'identification et d'enquête) tenant compte des besoins distincts des femmes et des hommes aux frontières ;
- Collecter, analyser et diffuser des données ventilées par sexe sur les flux migratoires, la traite et le trafic illicite des êtres humains, le commerce clandestin aux frontières et la prostitution transfrontalière ;
- Aménager des installations appropriées pour les hommes, les femmes et les enfants aux postes-frontières, dont des services de transport public transfrontalier ;
- Former les personnels de gestion des frontières afin de leur apprendre à traiter adéquatement les questions de genre aux frontières (notamment en renforçant leurs capacités à identifier et à protéger des victimes de traite des êtres humains) ;
- Identifier et appliquer des procédures frontalières qui respectent à la fois l'égalité des sexes et les valeurs culturelles de la région (ex. : prise en compte des besoins des femmes musulmanes concernant le port des voiles hijab, niqab, burqa, chador, carsaf ou parda), tout en établissant clairement que la culture n'est pas un obstacle à la prise en compte du genre ;
- Instituer des mécanismes pour contrôler et promouvoir l'intégration de la perspective du genre – ex. : points de contact et/ou groupes de travail sur les questions de genre ;
- Améliorer le recrutement, la rétention et l'avancement des personnels féminins de gestion des frontières – ex. :
 - o campagnes de recrutement ciblant les femmes,
 - o révision des critères de sélection et de promotion,
 - o associations professionnelles de femmes dispensant des services de tutorat et de soutien,
 - o déploiement d'unités entièrement composées de femmes,
 - o politiques de ressources humaines sensible au genre et propices à la vie de famille - ex. : horaires de travail, congés de maternité et de paternité ;
- Établir des codes de conduite pour la lutte contre la violence sexiste, le traitement des plaintes, les procédures d'enquête, les procédures disciplinaires et les processus d'examen et de conduite externe ;
- Collaborer avec des organisations de la société civile (OSC), dont des organisations de femmes et des représentants des communautés frontalières, pour dispenser des formations et des services et pratiquer l'examen, la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des processus de réforme ;
- Inclure des OSC, des femmes et des experts en questions de genre dans les organes formels de contrôle, par exemple les commissions de contrôle des frontières et les commissions de droits humains, pour garantir l'examen des questions de genre ;
- Suivre et évaluer les expériences et perceptions relatives aux questions de sécurité des frontières, par exemple par le biais de consultations avec le public et les femmes qui travaillent dans des agences frontalières ;
- Mener des campagnes de sensibilisation publique sur les procédures frontalières et les droits humains ;
- Établir des activités d'apprentissage en équipe, organiser des échanges de bonnes pratiques et instaurer une coopération efficace dans la région.

Voir la section 4 du Dossier « Place du genre dans la gestion des frontières ».

Messages importants

Dans les pays sortant d'un conflit

Les pays sortant d'un conflit peuvent présenter des défis et opportunités pour l'intégration de la perspective du genre dans la gestion des frontières.

Défis :

- Les pays sortant d'un conflit sont généralement caractérisés par des taux élevés de violence sexiste, de prostitution et de traite des êtres humains.
- Les frontières sont rarement contrôlées et demeurent volatiles, avec un contrôle quasi inexistant et une grande impunité pour la corruption, l'exploitation et les abus.
- Les femmes et les filles associées aux forces de combat et les femmes réfugiées n'ont généralement pas de pièces d'identité et sont particulièrement sujettes aux abus aux frontières.

Opportunités de réforme de la gestion des frontières sensible au genre :

- Dans les pays qui sortent d'un conflit, la gestion des frontières peut avoir priorité à titre de mesure préventive contre les conflits, par exemple lorsque le conflit a une composante régionale. En ces circonstances, la communauté internationale et les gouvernements nouvellement établis peuvent avoir la volonté politique d'investir dans la réforme des systèmes de gestion des frontières et peuvent également promouvoir de nouvelles mesures pour intégrer la perspective du genre au processus.
- Le processus de remise en place des systèmes de gestion des frontières peut être l'occasion de définir des cibles en matière de recrutement de femmes et de prise en compte des questions de genre dans les protocoles et politiques, programmes opérationnels, campagnes de recrutement et formations.
- Les personnels nouveaux et les personnels préexistants peuvent être filtrés sur la base de leurs antécédents en matière de violations des droits humains, dont les actes de violence sexiste.
- L'évolution des rôles sexospécifiques et des structures sociales (ex. : l'expérience des femmes en tant que combattantes ou en tant que chefs de foyer) peut faciliter le recrutement de femmes.
- Les conseillers pour la parité des sexes des organisations internationales et des institutions étatiques peuvent apporter un soutien aux initiatives de prise en compte des questions de genre dans la gestion des frontières.

Voir la section 5.1 du Dossier « Place du genre dans la gestion des frontières ».

1

Résistance au changement

Type d'exercice : Application en contexte
Public : Tous
Durée : Environ 5 minutes

Taille du groupe Tous

Fournitures Aucune

Conseils aux formateurs Ce petit exercice se sert des postures du corps pour amorcer une discussion sur la résistance au changement. Les gens apprécient souvent cet exercice, car il les amène en douceur à traiter de la résistance au changement. De plus, comme il est plutôt surprenant de s'intéresser aux postures corporelles, l'exercice permet aussi de briser la glace entre les stagiaires.

Objectifs pédagogiques À l'issue de cet exercice, les stagiaires seront en mesure de :

- Identifier les sentiments de résistance au changement ;
- Énumérer quelques techniques pour réduire cette résistance.

Instructions de l'exercice Demandez à tous vos stagiaires de croiser les jambes. Faites remarquer que, instinctivement, certaines personnes vont placer leur jambe droite sur leur jambe gauche, et inversement. Puis demandez-leur de changer de jambe, c'est-à-dire de croiser l'autre jambe que celle qu'ils avaient précédemment croisée. Invitez-les à commenter cette seconde posture et à indiquer s'ils la trouvent aussi confortable que la première. La plupart, si ce n'est la totalité des gens auront une posture préférée.

Maintenant, demandez-leur d'expliquer ce que l'on ressent lorsque l'on est amené à changer d'habitudes et quel type de résistance on peut opposer à un changement d'habitudes. Établissez un parallèle avec le type de résistance que l'on peut opposer à de nouveaux modes de pensée et essayez de déterminer l'incidence que peut avoir cette résistance sur l'apprentissage durant cette formation. Expliquez également que nous avons beaucoup de croyances et d'habitudes ancrées en nous relativement au genre et qu'il peut nous paraître étranger d'avoir à les examiner et, éventuellement, à les modifier. Normalement, comment surmontons-nous une telle résistance ? Quels avantages pouvons-nous tirer d'un changement d'habitudes et de modes de pensée ?

Notez sur une grande feuille les stratégies nommées par les stagiaires pour surmonter la résistance à un changement de croyances et d'habitudes et demandez-leur d'y réfléchir tout au long de la formation, en particulier lorsqu'ils se trouveront face à un changement. (Vous pouvez commencer la liste en nommant trois stratégies : (1) reconnaître et, par là même, expulser ses émotions négatives, (2) engager un dialogue positif avec soi-même et (3) se concentrer sur les objectifs, et non pas sur les obstacles.)

2 Pantomime d'une gestion des frontières sensible au genre

Type d'exercice :	Thématique
Public :	Personnels participant aux enquêtes sur la traite des êtres humains
Durée :	Environ 35 minutes (en fonction du nombre de stagiaires)

Taille du groupe Maximum 15 stagiaires (si le groupe est trop large, tous les stagiaires ne pourront pas participer à la pantomime)

Fournitures Dossier « *Place du genre dans la gestion des frontières* »

Conseils aux formateurs Cet exercice n'est pas sans rappeler un jeu de fête ou une pièce de théâtre, de sorte qu'il a de grandes chances de susciter beaucoup d'enthousiasme auprès des stagiaires. C'est pourquoi il est très efficace aussi comme exercice de découverte. (Faites toutefois acte de prudence : un groupe immature ou incorrectement formé risque de perdre complètement son sérieux.)

Cet exercice aide les stagiaires à comprendre, de manière holistique, ce que signifie le respect de l'égalité des sexes dans la gestion des frontières. En se servant de leur corps tout entier pour mimer des activités, plutôt qu'en se contentant de lire des instructions, les stagiaires seront mieux à même de comprendre l'exercice et de s'y engager pleinement. Veillez, pour bien faire comprendre ce point, à participer vous-même pleinement à l'exercice (ex. : en jouant la première pantomime) et à encourager ceux qui pourraient être réticents en expliquant que cet exercice est censé faire rire.

Objectifs pédagogiques À l'issue de cet exercice, les stagiaires seront en mesure de :

- Explorer les activités d'un agent de gestion des frontières en tenant compte de la perspective du genre ;
- S'engager plus pleinement dans des procédures d'enquête sensibles au genre.

Instructions de l'exercice Invitez vos stagiaires à se familiariser avec la prise en charge des questions de genre dans les procédures de gestion des frontières concernant les victimes de traite humaine. Pour ce faire, reportez-vous aux Encadrés 3 et 4 de la section 4.1 du Dossier « *Place du genre dans la gestion des frontières* ». Laissez les stagiaires lire et réfléchir seuls pendant cinq minutes. Puis, individuellement, demandez-leur de noter trois activités sensibles au genre qui pourraient être exécutées par un agent de gestion des frontières. Ils auront ainsi une liste d'activités à mimer devant les autres stagiaires ultérieurement.

Expliquez qu'une pantomime est conçue pour raconter une histoire, avec des expressions faciales et des gestes en lieu et place des mots. Demandez aux stagiaires de former un grand cercle. Invitez ensuite un stagiaire à entrer dans le cercle et à mimer une activité qui pourrait être exécutée par un agent de gestion des frontières soucieux de respecter l'égalité des sexes et chargé de lutter contre la traite des êtres humains. Demandez à cette personne d'annoncer d'abord ce qu'elle fait. Par exemple : « J'interroge une femme ». Puis dites-lui de mimer en silence l'activité.

Au bout d'une minute environ de cette pantomime, une deuxième personne pénètre le cercle et demande : « Qu'est-ce que vous faites ? ». La première personne interrompt alors sa pantomime et répond en annonçant une nouvelle activité, par exemple : « J'effectue une fouille corporelle ». La deuxième personne mime alors la nouvelle activité pendant que la première personne quitte le cercle.

Les stagiaires entrent dans le cercle aussitôt qu'ils se sentent prêts. Si, à un moment donné, personne n'entre dans le cercle, allez-y vous-même et mimez une activité. Poursuivez l'exercice pendant quinze minutes, de manière à ce que tout le monde puisse mimer une activité.

En conclusion, demandez aux stagiaires de commenter les pantomimes, d'expliquer les

Pantomime d'une gestion des frontières sensible au genre

types de résistance qu'ils ont rencontrés (ou que d'autres pourraient rencontrer lors de l'application de procédures sensibles au genre) et d'évoquer tout ce qu'ils auront ressenti ou observé pendant l'activité (15 minutes).

Variantes possibles

Si vous préférez pratiquer plus lentement l'activité de pantomime, vous pouvez permettre à différents stagiaires de mimer plusieurs fois une même activité. Il peut être intéressant d'explorer différentes approches possibles de la même activité (l'interrogatoire d'une femme, par exemple) et/ou les différentes croyances des stagiaires vis-à-vis des différentes façons de concevoir de quelle façon une situation donnée peut être abordée de façon sensible au genre.

Vous pouvez choisir différents sujets pour cet exercice, mais veuillez toujours à pouvoir arrêter un ensemble d'activités faciles à mimer.

3 Institutions représentatives de gestion des frontières

Type d'exercice : Conceptuel
Public : Néophytes
Durée : Environ 25 minutes

Taille du groupe Maximum 15 stagiaires

Fournitures Un grand bol
Dossier « Place du genre dans la gestion des frontières »

Conseils aux formateurs Cet exercice est un exercice d'introduction, qui permet aux stagiaires de réfléchir par eux-mêmes à des politiques. Apprêtez-vous à répondre à des questions sur la représentation. Vous pouvez, par exemple, vous reporter à la section 3.3 du *Dossier « Place du genre dans la gestion des frontières »*.

Dans certains contextes culturels, vos stagiaires pourront avoir du mal à identifier les avantages du recrutement de femmes, parce qu'ils n'auront qu'une expérience limitée dans ce domaine ou, simplement, parce que ses avantages sont souvent contestés, pour ne pas dire méconnus. En ce cas, incitez vos stagiaires à penser de manière visionnaire : ils peuvent, par exemple, développer quelques arguments sur la base de la section 3.3 du *Dossier « Place du genre dans la gestion des frontières »*.

Objectifs pédagogiques À l'issue de cet exercice, les stagiaires seront en mesure de :

- Identifier les avantages, pour les institutions de gestion des frontières, de recruter et de retenir du personnel représentatif des communautés desservies en termes de sexe, d'origine ethnique, de langue et de religion ;
- Argumenter pour expliquer en quoi ces avantages sont importants.

Instructions de l'exercice Si vous avez des données à votre disposition, vous pouvez commencer l'exercice en présentant aux stagiaires des statistiques et des faits sur la composition des personnels nationaux de gestion des frontières en termes de sexe, d'origine ethnique, de langue et de religion.

Posez la question suivante : *Pourquoi les institutions de gestion des frontières devraient-elles recruter et retenir du personnel représentatif des communautés desservies en termes de sexe, d'origine ethnique, de langue et de religion ?* Vous pouvez écrire cette question en grand sur un tableau, de manière à ce que tout le monde la voie.

Demandez aux stagiaires de noter chacun une réponse à cette question sur un morceau de papier. Pliez tous les morceaux de papier et placez-les dans un grand bol, au milieu de la pièce (5 minutes). Invitez-les à piger, chacun leur tour, un papier dans le bol, à lire à haute voix ce qui y est noté, puis à proposer leur propre explication ou expérience personnelle pour démontrer que ce qu'ils ont lu était vrai. Le cas échéant, laissez les autres poser des questions pour clarifier les choses. Il est probable que plusieurs stagiaires noteront la même réponse, mais ce n'est pas grave dans la mesure où cela apporte des informations complémentaires. En fonction du nombre de vos stagiaires, cet exercice doit prendre une quinzaine de minutes.

Assurez-vous de bien traiter le thème de la représentation des femmes et des hommes, au besoin en intervenant vous-même.

Si un lecteur n'est pas d'accord avec la réponse qui figure sur son papier, demandez-lui d'expliquer pourquoi, puis mettez le papier de côté jusqu'à la fin. À ce moment, demandez à la personne qui a rédigé la réponse d'expliquer son raisonnement. Si nécessaire, vous pouvez aussi animer une discussion collective pour clarifier certains points de vue. Si

Institutions représentatives de gestion des frontières

vous estimez que certaines réponses véhiculent des stéréotypes, vous pouvez décider de les remettre en cause (ex. : « Il est important d'inclure des femmes dans les services de gestion des frontières car elles sont plus empathiques » ou « Les hommes de race x se battent mieux »). Vous pouvez identifier ces stéréotypes durant l'exercice pour y réfléchir et en discuter à la fin de la séance (5 minutes).

Variantes possibles

Vous pouvez effectuer cet exercice avec d'autres sujets.

4

Conduite déontologique et sécurisée d'interrogatoires

Type d'exercice : Thématique
Public : Tous
Durée : Environ 20 minutes

Taille du groupe Maximum 20 stagiaires

Fournitures Dossier « Place du genre dans la gestion des frontières »

Conseils aux formateurs Cet exercice peut être un bon exercice d'échauffement, car il provoque le rire, demande de la concentration et libère l'esprit des stagiaires de toutes les idées fausses qu'ils peuvent avoir sur cette formation. Il peut aussi aider à créer un bon esprit d'équipe, qui pourra être utile dans la suite des exercices. De plus, il permet aux stagiaires d'exercer leurs capacités intrinsèques d'apprentissage.

Objectifs pédagogiques À l'issue de cet exercice, les stagiaires seront en mesure de :

- Enumérer les dix principes directeurs de la conduite déontologique et sécurisée d'interrogatoires.

Instructions de l'exercice Discutez brièvement des dix principes directeurs pour la conduite déontologique et sécurisée des interrogatoires de victimes de la traite des êtres humains (Encadré 4 du Dossier « Place du genre dans la gestion des frontières ») (10 minutes).

Invitez vos stagiaires à former un grand cercle en se tournant vers l'extérieur, de manière à ce qu'ils ne puissent pas se voir les uns les autres. Expliquez ensuite que, dans un moment, le groupe va commencer à compter de 1 à 15, une personne à la fois, sans suivre un ordre particulier. Les règles sont les suivantes : ils ne peuvent pas parler en même temps, ils doivent donner chacun au moins un chiffre et ils ne peuvent pas parler aussitôt après leur voisin(e). À chaque fois qu'une personne viole une règle, le groupe doit recommencer. S'ils parviennent à compter jusqu'à 15, ils doivent continuer à compter.

Commencez le compte. L'exercice est plus difficile que ne le pensent les stagiaires. Il arrive souvent qu'un groupe doive s'y reprendre à plusieurs reprises avant de pouvoir aller au-delà de 3 ou 4. Puis, une fois que tout le monde a bien ri et que la dynamique du groupe s'est formée, le groupe parvient généralement à aller bien plus loin que 15.

Lorsque la dynamique du groupe est établie, demandez aux stagiaires d'énumérer des mots clés sur les principes directeurs de la conduite déontologique et sécurisée des interrogatoires, à la place des chiffres, en suivant les mêmes règles. Clôturez l'exercice lorsque les dix principes ont été mentionnés (ils n'ont pas besoin d'être mentionnés en entier ou dans le même ordre que la liste du Dossier). Félicitez votre groupe ! Concluez en invitant les stagiaires à commenter quelques-uns des points pédagogiques de l'exercice et à les mettre en relation avec les compétences requises pour la gestion des frontières - ex. : aptitude à l'écoute renforcée, meilleure concentration, sensibilité accrue envers autrui.

Variantes possibles Vous pouvez effectuer cet exercice avec tous les stagiaires assis dans une salle si ceux-ci rechignent à former un cercle, mais il faut absolument qu'ils ne puissent pas se voir les uns les autres.

5 Cercles mouvants : en quoi la perspective du genre est-elle importante pour la gestion des frontières ?

Type d'exercice : Conceptuel
Public : Tous
Durée : 45 à 65 minutes

Taille du groupe 10 ou 20 stagiaires (il vous faut un nombre pair. Si vos stagiaires sont en nombre impair ou sont entre 10 ou 20, adaptez l'exercice, par exemple en participant vous-même, en recrutant d'autres personnes et/ou en éliminant l'un des rôles proposés).

Fournitures Dossier « *Place du genre dans la gestion des frontières* »
 Cloche ou sifflet (facultatif)
 Étiquettes porte-nom

Conseils aux formateurs Cet exercice offre un bon aperçu des questions de genre liées à la gestion des frontières. Veillez à ce que vos stagiaires aient préalablement pris connaissance des informations figurant à la section 3 du Dossier « *Place du genre dans la gestion des frontières* ».

Vous pouvez vous exercer avant pour déterminer le moyen le plus efficace pour faire bouger tout le monde dans le bon sens et dans les délais. Vous pouvez utiliser une cloche ou un sifflet ou taper dans vos mains pour indiquer le moment où les stagiaires doivent changer de position.

Objectifs pédagogiques À l'issue de cet exercice, les stagiaires seront en mesure de :

- Argumenter pour expliquer à quel point il importe d'inclure la perspective du genre dans la gestion des frontières ;
- Démontrer que l'inclusion de la perspective du genre ne peut qu'améliorer l'efficacité opérationnelle de la gestion des frontières.

Instructions de l'exercice Répartissez vos stagiaires en groupes de cinq personnes. Demandez aux différents groupes de former des paires de cercles concentriques (un cercle à l'intérieur d'un autre, toujours avec le même centre). Si vous avez deux groupes de cinq personnes, vous ne pouvez former qu'une paire de cercles concentriques. Si vous avez quatre groupes de cinq personnes, vous pouvez former deux paires de cercles concentriques. Les personnes dans les cercles intérieurs et extérieurs doivent se faire face (les personnes du cercle extérieur sont tournées vers l'intérieur et les personnes du cercle intérieur tournées vers l'extérieur).

Assignez à chacune des cinq personnes du ou des cercle(s) intérieur(s) l'un des rôles suivants à jouer (donnez-leur des étiquettes indiquant leur rôle) :

1. Un garde-frontière ;
2. Un responsable des ressources humaines au Bureau de gestion des frontières ;
3. Une femme traversant la frontière à des fins professionnelles (légales) ;
4. Un homme victime de la traite des êtres humains ;
5. Un membre d'une organisation de la société civile représentant des communautés frontalières.

Assignez à chacune des cinq personnes du ou des cercle(s) extérieur(s) le rôle d'un journaliste ou d'un chercheur (en fonction du contexte des stagiaires, un rôle peut mieux fonctionner que l'autre) et demandez-lui d'enquêter sur une des questions suivantes :

1. En quoi la perspective du genre est-elle importante pour la gestion des frontières ?
2. En quoi la perspective du genre est-elle importante pour la prévention et détection de

Cercles mouvants : en quoi la perspective du genre est-elle importante pour la gestion des frontières ?

- la traite et du trafic illicite des êtres humains ?
3. En quoi la perspective du genre est-elle importante pour la protection et la promotion des droits humains ?
 4. Quelle est la représentation adéquate des femmes dans les institutions de gestion des frontières ?
 5. Comment pouvons-nous encourager la collaboration entre les autorités frontalières et les communautés locales où des femmes soient impliquées ?

Commencez la discussion : les personnes qui se trouvent face à face dans le cercle forment une paire et commencent à discuter de la question depuis la perspective de la personne située dans le cercle intérieur. Prévoyez cinq minutes pour cette discussion. Puis demandez à chaque personne du cercle extérieur de se déplacer d'un rang vers la gauche et d'amorcer une nouvelle discussion. Au bout de cinq minutes, le cercle extérieur se décale à nouveau sur la gauche, et ainsi de suite. Au bout de vingt-cinq minutes, toutes les questions doivent avoir été traitées par chaque personne.

Enfin, invitez les stagiaires à revenir à leurs places et effectuez un débriefing en demandant à chaque stagiaire de mentionner une chose importante qu'il a apprise pendant cet exercice (10 à 20 minutes, selon la taille du groupe). Vous pouvez également inviter les stagiaires à commenter le rôle qu'ils ont eu à jouer et à indiquer s'ils ont découvert de nouvelles perspectives en jouant un rôle qu'ils n'auraient peut-être jamais eu à jouer sans cet exercice.

Variantes possibles

Vous pouvez utiliser cet exercice pour explorer différents rôles et sujets de discussion, en fonction de votre public.

6

Concours de réflexion : installations adaptées à des migrants en détention

Type d'exercice : Conceptuel
Public : Tous
Durée : Environ 8 minutes

Taille du groupe Tous

Fournitures Deux grands tableaux
 Dossier « *Place du genre dans la gestion des frontières* »
 Prix (facultatif)

Conseils aux formateurs Cet exercice est un exercice rapide, fondé sur la participation. Il engage les stagiaires à pratiquer une analyse sexospécifique en les faisant réfléchir aux besoins particuliers des différents groupes de migrants en détention. Rappelez aussi aux stagiaires qu'il existe, en matière de droits humains, des normes qui régissent les droits des immigrés placés en détention.

Veillez à ce que les groupes travaillent en silence, de manière à ce que les équipes en concurrence ne se dérangent pas. Le cas échéant, prévoyez un petit prix à offrir au groupe gagnant.

Objectifs pédagogiques À l'issue de cet exercice, les stagiaires seront en mesure de :

- Énumérer quelques-unes des installations requises pour satisfaire les besoins des hommes, des femmes, des garçons et des filles immigrés en détention.

Instructions de l'exercice Divisez vos stagiaires en deux groupes. Demandez à chaque groupe de s'aligner devant un tableau. Expliquez le scénario suivant :

Une femme et son bébé se trouvent dans un bus, tentant de franchir une frontière. Au poste-frontière, les gardes-frontières les font descendre du bus. Ils font savoir à la femme que ses papiers ne sont pas en règle et qu'elle va être placée en détention pendant l'enquête. La femme et son bébé sont emmenés dans un centre de détention, non loin du poste-frontière.

La femme et son bébé n'ont rien pu emporter. Les autres personnes dans le centre de détention les informent qu'ils vont probablement rester là pendant des semaines avant d'être transférés vers un autre centre de détention ou, s'ils ont de la chance, d'être libérés.

Posez cette question : « Quelles sont les installations requises pour les différents groupes d'immigrés placés en centre de détention, comme cette femme et son enfant ? ». Demandez à chaque groupe de noter ses réponses en silence au tableau situé devant lui. Chaque membre du groupe note un type d'installation, puis passe rapidement le stylo à son voisin. Demandez-leur d'arrêter d'écrire au bout de six minutes. Le groupe qui a noté le plus de termes (corrects ou convenables) sur son tableau remporte la partie. Si vous le souhaitez, vous pouvez offrir un prix à l'équipe gagnante.

Débriefez brièvement de l'activité et précisez que des normes régissent les droits humains des immigrés placés en détention. Attirez l'attention des stagiaires sur les dimensions sensibles au genre des installations qu'ils ont notées sur les deux tableaux.

Variantes possibles Vous pouvez effectuer cet exercice sous un format plus traditionnel, par exemple en demandant à chaque personne, en séance collective, de donner une idée et de noter toutes les idées au tableau au fur et à mesure (voir l'Exercice 6 des *Supports de formation à la place du genre dans l'examen, le suivi et l'évaluation de la réforme du secteur de la sécurité* pour avoir une explication plus détaillée de ce format).

Vous pouvez adapter cet exercice pour examiner les normes en matière de droits humains des immigrés placés en détention.

7

Égalité des sexes et violations des droits humains aux frontières

Type d'exercice : Conceptuel
Public : Tous
Durée : Environ 40 minutes

Taille du groupe Maximum 20 stagiaires (nombre pair)

Fournitures Dossier « Place du genre dans la gestion des frontières »

Conseils aux formateurs Cet exercice d'introduction offre l'occasion à vos stagiaires de réfléchir aux dimensions sexospécifiques des violations des droits humains qui sont commises aux frontières. Il peut facilement être employé comme exercice d'échauffement ou pour développer l'esprit d'équipe. Vous pouvez le préparer en lisant la section 3.2 du Dossier « Place du genre dans la gestion des frontières ». De même, le registre des triches du formateur vous aidera dans vos préparatifs.

Objectifs pédagogiques À l'issue de cet exercice, les stagiaires seront en mesure de :

- Identifier les violations de droits humains commises aux frontières et leurs dimensions sexospécifiques.

Instructions de l'exercice Les stagiaires forment un cercle et se font tous face. Lorsque vous dites « tête en bas », ils baissent tous la tête. Puis vous dites « tête en haut » et ils lèvent tous la tête *en pointant leur regard sur quelqu'un dans le cercle*. Si deux personnes parviennent à établir ensemble un contact visuel, elles quittent le cercle en « couple » et le cercle se resserre. Le jeu continue jusqu'à ce qu'il n'y ait plus que deux personnes dans le cercle. Maintenant, chacun a son partenaire. Ce jeu prend environ 10 minutes, en fonction du nombre de stagiaires.

Chaque « couple » discute alors de cette question : « Lorsque vous entendez l'expression "violations des droits humains aux postes-frontières", que vous évoque-t-elle ? ». Un des partenaires parle pendant cinq minutes, puis c'est au tour de l'autre.

Au bout de dix minutes, collectez toutes les informations ainsi évoquées en séance collective. Pour ce faire, demandez à cinq volontaires de prendre la parole (10 minutes). Puis concluez (10 minutes) en vous servant des violations de droits humains qui ont été mentionnées pour mettre en avant les différences sexospécifiques caractérisant ces expériences.

Variantes possibles Vous pouvez employer une autre méthode (plus rapide) pour former les paires, par exemple par simple comptage. (La méthode présentée ici fonctionne bien car elle met les stagiaires à l'aise et les incite à partager des informations sur des sujets sensibles.)

REGISTRE DES TRICHES DU FORMATEUR

Égalité des sexes et violations des droits humains aux frontières

Source : adapté de *No More Deaths, Human Rights Abuses of Migrants in Short-Term Custody on the Arizona/Sonora Border, Crossing the Line*, <http://www.nomoredeaths.org/index.php/Abuse-Report/>

Les violations possibles des droits humains sont les suivantes :

1. Non-respect de la dignité des personnes qui traversent les frontières, y compris des personnes détenues aux frontières ;
2. Maltraitance verbale ;
3. Maltraitance physique ;
4. Harcèlement sexuel, exploitation sexuelle et/ou sévices sexuels ;
5. Refus de donner à boire aux personnes détenues ;
6. Refus de donner à manger aux personnes détenues ;
7. Refus de prodiguer des soins médicaux aux personnes détenues ou de les présenter à des professionnels de la santé ;
8. Pratiques de transport dangereuses ;
9. Séparation des membres d'une même famille ;
10. Rapatriement illégal ;
11. Refus de restituer leurs affaires à des détenus avant leur rapatriement ;
12. Refus d'informer des détenus de leurs droits, fait de les contraindre à signer des documents et non distribution de copies de ces documents dans une langue qu'ils comprennent.

8

Petits scénarios : violations des droits humains aux frontières

Type d'exercice :	Application en contexte
Public :	Personnes globalement informées des différents types de violations des droits humains aux frontières
Durée :	60 à 75 minutes

Taille du groupe : 12 à 24 stagiaires

Fournitures : Polycopiés
Dossier « Place du genre dans la gestion des frontières »

Conseils aux formateurs : Cet exercice exige des connaissances de base sur les violations de droits humains commises aux postes-frontières. Préparez les stagiaires en vous servant de la section 3.2 du *Dossier « Place du genre dans la gestion des frontières »* et/ou coupez cet exercice avec l'Exercice 7 – Égalité des sexes et violations des droits humains aux frontières.

Objectifs pédagogiques : À l'issue de cet exercice, les stagiaires seront en mesure de :

- Identifier les violations des droits humains qui peuvent être commises aux postes-frontières ;
- Présenter des actions et des politiques pour lutter contre ces violations des droits humains ;
- Décrire des stratégies de lutte contre les violations des droits humains.

Instructions de l'exercice : Répartissez vos stagiaires en groupes de deux personnes ou, s'ils sont trop nombreux, en six groupes de trois à quatre personnes. Distribuez à chaque groupe un des six polycopiés. Expliquez que chaque groupe va recevoir un petit scénario décrivant une violation de droits humains aux frontières et qu'il doit imaginer les actions, les politiques et les stratégies de prévention qu'un agent des frontières pourrait prendre ou appliquer aux postes-frontières. Chaque groupe a quinze minutes pour mettre au point ses réponses.

Puis, en séance collective, chaque groupe présente ses réponses (5 minutes par groupe). Organisez une petite séance de questions-réponses (10 minutes) et concluez en insistant sur les deux points majeurs :

- Le genre peut influencer la vulnérabilité d'une personne vis-à-vis des abus de droits humains.
- Si le personnel des frontières respecte les droits humains, le public aura confiance, ce qui facilitera le travail des gardes-frontières.

Variantes possibles : Vous pouvez vous servir des polycopiés pour examiner la manière dont les différents acteurs (gardes-frontières, agents des douanes et de l'immigration, responsables des ministères de l'Intérieur et de la Justice, parlementaires et personnels d'OSC) pourraient traiter les violations de droits humains. Les groupes peuvent alors être organisés en fonction de leurs scénarios ou de leurs rôles. Le plus gros du travail se fait en séance collective, avec pour but de formuler une réponse coordonnée. L'exercice sera alors plus long et plus complexe que ce qui est décrit plus haut et il vaut mieux que les stagiaires possèdent déjà quelque expérience dans les rôles proposés.

POLYCOPIÉ 1 Petits scénarios : violations des droits humains aux frontières

Scénario :

Mirko traverse la frontière quasiment tous les jours depuis un mois. Il doit gagner de l'argent pour soigner sa mère malade et s'occuper de ses sœurs et il se trouve qu'il y a du travail de l'autre côté de la frontière. Mais, aujourd'hui, il s'est fait arrêter. Les gardes-frontières l'ont maintenu en détention pendant huit heures, sans rien lui donner à boire ou à manger. Comme il n'a que 9 ans, les gardes-frontières l'ont finalement laissé partir.

Tâche :

Quelles violations de droits humains pouvez-vous identifier ?

Si vous étiez le chef de ce poste-frontière, en charge de cette affaire, que feriez-vous ?

- Énumérez trois mesures immédiates que vous prendriez.
- Quel(le)s politiques ou protocoles pourriez-vous appliquer ?
- Décrivez au moins deux stratégies de prévention pour empêcher que ne se reproduise à l'avenir cette violation de droits humains.

POLYCOPIÉ 2

Petits scénarios : violations des droits humains aux frontières

Scénario :

Maria veut passer la frontière pour aller voir des parents. Elle a droit à un permis (visa) et a acquitté tous les frais correspondants, mais elle est nerveuse parce qu'elle ne sait ni lire, ni écrire la langue nationale officielle du pays, étant donné que les filles de son village ne vont pas à l'école.

Les gardes-frontières lui donnent trois formulaires à remplir dans la langue nationale, mais elle est incapable de les compléter. Les gardes-frontières se moquent d'elle, lui disent qu'elle est bête et la retiennent pendant plus de deux heures. Finalement, ils la laissent passer. Elle appréhende déjà le retour à ce poste-frontière, le lendemain.

Un garde-frontière, qui vient d'un autre poste-frontière, assiste à l'incident et le dénonce au chef.

Tâche :

Quelles violations de droits humains pouvez-vous identifier ?

Si vous étiez le chef de ce poste-frontière, en charge de cette affaire, que feriez-vous ?

- Énumérez trois mesures immédiates que vous prendriez.
- Quel(le)s politiques ou protocoles pourriez-vous appliquer ?
- Décrivez au moins deux stratégies de prévention pour empêcher que ne se reproduise à l'avenir cette violation de droits humains.

POLYCOPIÉ 3

Petits scénarios : violations des droits humains aux frontières

Scénario :

Monica et Sabrina traversent la frontière une fois par semaine pour travailler comme femmes de ménage en ville, de l'autre côté de la frontière. Elles n'ont pas de permis, mais connaissent plusieurs gardes-frontières à qui elles reversent une partie de leurs revenus. Le plus âgé d'entre eux est le « petit ami » de Sabrina – elle a des relations sexuelles avec lui de temps en temps et c'est à cette condition qu'il laisse les deux femmes franchir la frontière.

Tâche :

Quelles violations de droits humains pouvez-vous identifier ?

Si vous étiez le chef de ce poste-frontière, en charge de cette affaire, que feriez-vous ?

- Énumérez trois mesures immédiates que vous prendriez.
- Quel(le)s politiques ou protocoles pourriez-vous appliquer ?
- Décrivez au moins deux stratégies de prévention pour empêcher que ne se reproduise à l'avenir cette violation de droits humains.

POLYCOPIÉ 4 Petits scénarios : violations des droits humains aux frontières

Scénario :

Manuel veut passer la frontière pour aller en boîte de nuit en ville, de l'autre côté de la frontière. Il a un visa pour traverser. L'un des gardes-frontières, qui s'est rendu dans la ville natale de Manuel, l'a reconnu : il sait qu'il est gay et commence à se moquer de lui. « Oh la petite chochette, voyez un peu la petite chochette que voilà », dit le garde-frontière en l'emmenant dans la pièce où sont conduits les interrogatoires privés. Le garde appelle ensuite deux de ses collègues à venir le rejoindre dans la pièce. Les trois gardes-frontières battent Manuel, puis lui interdisent de passer la frontière.

Tâche :

Quelles violations de droits humains pouvez-vous identifier ?

Si vous étiez le chef de ce poste-frontière, en charge de cette affaire, que feriez-vous ?

- Énumérez trois mesures immédiates que vous prendriez.
- Quel(le)s politiques ou protocoles pourriez-vous appliquer ?
- Décrivez au moins deux stratégies de prévention pour empêcher que ne se reproduise à l'avenir cette violation de droits humains.

POLYCOPIÉ 5 Petits scénarios : violations des droits humains aux frontières

Scénario :

Martina et Manolo traversent ensemble la frontière. Manolo est très protecteur vis-à-vis de Martina et gère tous les documents.

Le garde-frontière affirme que le passeport de Martina n'est pas en règle. La photo ne ressemble pas à la personne qui se trouve devant lui. Il commence à questionner Martina, puis exige de lui parler seul à seule. Il fait alors savoir à Martina qu'elle ne pourra franchir la frontière que si elle a des relations sexuelles avec lui. Martina se met à hurler si fort qu'un autre garde-frontière arrive. Un agent plus haut gradé prend alors l'affaire en mains. Manolo s'est évanoui dans la nature. Le passeport de Martina est confisqué et elle est renvoyée à la frontière.

Tâche :

Quelles violations de droits humains pouvez-vous identifier ?

Si vous étiez le chef de ce poste-frontière, en charge de cette affaire, que feriez-vous ?

- Énumérez trois mesures immédiates que vous prendriez.
- Quel(le)s politiques ou protocoles pourriez-vous appliquer ?
- Décrivez au moins deux stratégies de prévention pour empêcher que ne se reproduise à l'avenir cette violation de droits humains.

POLYCOPIÉ 6 Petits scénarios : violations des droits humains aux frontières

Scénario :

Ilaria travaille dans une maison close illégale, dans une petite ville frontalière. Elle a été victime de traite, depuis un pays voisin, et est obligée de rester dans cette ville car les trafiquants lui ont pris son passeport et elle n'a nulle part où aller.

Les gardes-frontières se rendent à la maison close le soir après le travail, ils s'y saoulent et ont des relations sexuelles avec les filles qui y travaillent. La nuit dernière, l'un d'eux a refusé de payer Ilaria et l'a menacée de la faire arrêter comme prostituée illégale si elle se plaignait.

Ilaria s'est plainte au représentant d'une ONG locale de femmes et ce représentant lui a promis de déposer anonymement sa plainte auprès du chef du poste-frontière.

Tâche :

Quelles violations de droits humains pouvez-vous identifier ?

Si vous étiez le chef de ce poste-frontière, en charge de cette affaire, que feriez-vous ?

- Énumérez trois mesures immédiates que vous prendriez.
- Quel(le)s politiques ou protocoles pourriez-vous appliquer ?
- Décrivez au moins deux stratégies de prévention pour empêcher que ne se reproduise à l'avenir cette violation de droits humains.

9

Commerce clandestin aux frontières : directives sensibles au genre

Type d'exercice : Thématique
Public : Personnels politiques d'institutions de gestion des frontières.
Durée : Environ 55 minutes

Taille du groupe Maximum 25 stagiaires

Fournitures Polycopiés
Dossier « Place du genre dans la gestion des frontières »

Conseils aux formateurs Cet exercice traite du commerce transfrontalier clandestin (décrit dans le polycopié), qui est très répandu dans le monde. Comme le commerce transfrontalier clandestin a des retombées économiques, politiques et légales, veillez à bien axer l'exercice sur la définition de directives sensibles au genre à l'attention des personnels frontaliers, en évitant de vous disperser dans une discussion trop générale sur le sujet.

Objectifs pédagogiques À l'issue de cet exercice, les stagiaires seront en mesure de :

- Décrire les problèmes généraux liés au commerce transfrontalier clandestin et les dimensions de ces problèmes ayant trait au genre ;
- Utiliser ces informations pour concevoir des directives sensibles au genre permettant de traiter ces problèmes aux postes-frontières.

Instructions de l'exercice Expliquez aux stagiaires que vous allez vous servir d'un extrait sur le commerce transfrontalier clandestin. S'il y a certes des problèmes à résoudre sur les plans économique, politique et légal, le but de l'exercice est ici de concevoir des directives pour les gardes-frontières et les personnels des douanes et de l'immigration en matière de commerce transfrontalier clandestin. Les stagiaires ont vingt minutes pour lire individuellement le polycopié.

Puis, en séance collective, demandez à un volontaire de citer une directive et d'expliquer en quoi elle est importante. Faites en sorte que chaque stagiaire propose une nouvelle directive, sans répéter ce qu'ont dit les précédents. Au besoin, reportez-vous au registre des triches du formateur pour trouver des idées.

Une fois que chaque stagiaire a formulé une directive, discutez-en tous ensemble en vous concentrant sur les questions suivantes : (1) Ces directives représentent-elles une approche complète et sensible au genre ? (2) Quelle incidence ces directives sensibles au genre, une fois mises en œuvre, peuvent-elles avoir sur le commerce clandestin aux frontières ? (3) Selon vous, quel type de résistance le personnel frontalier va-t-il éventuellement opposer et comment comptez-vous la surmonter ? Ce travail collectif dure trente minutes. Notez toutes les idées au tableau ou sur ordinateur, de manière à pouvoir les distribuer ensuite aux stagiaires.

Variantes possibles Si vous avez plus de temps (45 minutes), vous pouvez aussi demander aux stagiaires de préparer une séance de formation sur les directives qu'ils auront conçues. Pour ce faire, divisez les stagiaires en petits groupes de quatre à six personnes et demandez-leur de compléter un tableau comme celui-ci (20 minutes) :

Public	Objectifs pédagogiques	Contenu	Messages à véhiculer	Méthode pédagogique
		<i>Directives pour une approche du commerce transfrontalier clandestin</i>		

Dans chaque groupe, un volontaire présente son tableau (20 minutes). Le cas échéant, concluez en invitant les stagiaires à proposer ces séances de formation à leurs institutions respectives.

POLYCOPIÉ

Commerce clandestin aux frontières : directives sensibles au genre

Instructions de l'exercice

Votre rôle est celui d'un comité interministériel chargé de traiter les problèmes liés au commerce transfrontalier clandestin (voir l'extrait ci-après). Votre comité travaille avec les ministères concernés, les collectivités locales et régionales, des organisations de la société civile et des syndicats sur des questions aussi diverses que la délivrance de permis, la fixation des taux de change et la création de centres d'information pour les négociants clandestins. On vous a chargé(e) de concevoir un ensemble de directives pour les gardes-frontières et les personnels des douanes et de l'immigration qui travaillent aux postes-frontières.

Comme vous savez que la plupart des négociants clandestins sont des femmes, vous voulez vous assurer que ces directives tiendront compte de leurs besoins particuliers.

Vous allez donc prêter attention aux fonctions distinctes dévolues à ces personnels et essayer de coordonner ces efforts.

Trouvez huit directives à l'intention du personnel frontalier qui puissent s'intégrer dans une approche du commerce frontalier qui soit sensible au genre et notez-les dans le tableau.

Source : extrait d'AFROL NEWS, Risky business of informal cross-border trade, Afrol News / Gender Links, 22 février 2009, <http://www.afrol.com/articles/24435>

Négociants transfrontaliers clandestins

« Vous les voyez à tous les postes-frontières d'Afrique australe, dans les villes voisines et dans presque tous les grands centres urbains. Les négociants clandestins quittent leur foyer et leur pays pour gagner de l'argent en achetant et vendant tout un assortiment de produits, qui vont des denrées alimentaires aux appareils électroniques. Mais les risques sont élevés pour ces négociants, qui sont principalement des femmes.

Quoique les commerçants transfrontaliers clandestins apportent beaucoup à la région de l'Afrique australe – notamment en termes de création d'emploi, d'émancipation économique des femmes, de sécurité alimentaire, de commerce régional et d'intégration sociale –, il sont souvent invisibles : les négociants transfrontaliers clandestins sont ignorés dans leur pays d'origine et harcelés dans leur pays de destination. Aujourd'hui, plus de la moitié des négociants clandestins sont des femmes, qui sont particulièrement vulnérables au harcèlement, aux abus et aux dangers sanitaires, parmi lesquels le VIH/sida.

[...] les [vulnérabilités] des négociants transfrontaliers clandestins dans la région consistent, notamment, en ce qui suit : inégalité entre les genres, médiocres conditions de vie et de travail, séparation familiale, exploitation et discrimination, manque d'accès aux services de santé et autres services.

« Les femmes âgées sont traditionnellement aux avant-postes du commerce transfrontalier clandestin. Mais, depuis peu, des femmes plus jeunes rejoignent aussi les rangs », explique le photographe Tsvangirayi Mukwazhi.

La vie quotidienne de ces négociants est faite de longues périodes d'attente et de voyages harassants... Les négociants passent souvent beaucoup de temps loin de chez eux, dans des zones infestées par le VIH, en particulier autour des frontières. Là, ceux qui détiennent le pouvoir, comme les agents frontaliers ou douaniers, ou qui accaparent les ressources économiques, comme les gérants de bureaux de change ou les chauffeurs de taxi, peuvent profiter des femmes.

[...]

Le transport et le logement peuvent aussi poser problème à ces négociants, qui ne possèdent souvent que de maigres ressources. Ainsi, des camionneurs peuvent

POLYCOPIÉ

imposer des relations sexuelles à des femmes négociantes en échange d'un trajet gratuit ou d'un peu de repos dans le camion. De plus, il arrive que certaines d'entre elles soient obligées de dormir à la belle étoile, ce qui les expose à différents risques, notamment d'être agressées sexuellement.

Enfin, de manière générale, les négociants transfrontaliers clandestins ont un accès restreint aux services de santé, en particulier en ce qui concerne le VIH/sida. Dans la plupart des pays, les étrangers doivent payer plus cher pour les services publics de santé, de sorte que les négociants transfrontaliers clandestins ne sont guère enclins à se faire soigner lorsqu'ils sont à l'étranger.

En termes de VIH et de sida, peu d'interventions ciblent spécifiquement ces négociants transfrontaliers clandestins, ne serait-ce que parce qu'il est extrêmement difficile d'atteindre des personnes qui sont constamment en déplacement. De fait, les négociants transfrontaliers clandestins doivent généralement se préoccuper de leur survie, de sorte qu'ils ne sont guère réceptifs aux informations sur le VIH/sida ou aux messages de prévention.

Beaucoup de citoyens de l'Afrique australe bénéficient de ces négociants, auprès desquels ils s'approvisionnent, mais très peu s'inquiètent de savoir à quoi ressemble leur vie si loin de chez eux. [...]"

Directives à l'attention des personnels frontaliers pour une approche du commerce transfrontalier clandestin qui soit sensible au genre

1	
2	
3	
4	
5	
6	
7	
8	

REGISTRE DES TRICHES DU FORMATEUR

Propositions de directives à l'intention des personnels frontaliers pour une approche du commerce transfrontalier clandestin qui soit sensible au genre

- Aménager des installations appropriées pour les hommes, les femmes et les enfants aux postes-frontières (ex. : salles de bain propres, toilettes séparées pour les femmes).
- Prévoir constamment du personnel féminin pour effectuer les fouilles corporelles sur des femmes et des filles le cas échéant.
- Appliquer une politique de tolérance zéro concernant le harcèlement sexuel, les sévices sexuels, l'exploitation sexuelle et l'intimidation par les personnels frontaliers.
- Appliquer une politique de tolérance zéro concernant la corruption.
- Prévoir des services de transport public transfrontalier.
- Bien éclairer les postes-frontières et leurs environs.
- Prévoir des services de traduction pour les langues communément parlées par les négociants transfrontaliers clandestins.
- Appliquer des procédures pour identifier la traite des êtres humains.
- Afficher dans des zones publiques des messages d'information et de prévention sur le VIH/sida.
- Installer des distributeurs de contraceptifs.
- Mettre à disposition des informations d'orientation sur le VIH/sida, les services de santé et les services d'assistance sociale.
- Prendre et soutenir des mesures pour collecter et diffuser des informations sur les aspects sexospécifiques des déplacements transfrontaliers clandestins.

10

Jeu de rôles : les OSC et la gestion des frontières

Type d'exercice :	Application en contexte
Public :	Personnes plus ou moins familiarisées avec les problèmes touchant les pays sortant d'un conflit, personnels chargés de l'application de la loi et personnels des ministères concernés et d'organisations de la société civile (OSC)
Durée :	Environ 70 minutes

Taille du groupe 12 à 30 stagiaires

Fournitures Fournitures
Polycopiés
Dossier « Place du genre dans la gestion des frontières »

Conseils aux formateurs Cet exercice demande une bonne connaissance des problèmes transfrontaliers dans les pays sortant d'un conflit. Il peut donc être utile de le précéder d'une présentation ou d'une discussion sur la section 5.1 du *Dossier « Place du genre dans la gestion des frontières »*. Certains publics peuvent avoir besoin d'une introduction au rôle des OSC dans la gestion des frontières – voir, par exemple, les sections 3.4 et 4.4 du *Dossier « Place du genre dans la gestion des frontières »*.

Si vous circulez de groupe en groupe, encouragez les groupes à bien se concentrer sur la question de l'égalité des sexes et à éviter de perdre leur temps avec les questions plus générales du commerce, de la traite ou des droits humains : ces discussions seraient en effet trop éloignées du but de l'exercice.

Il est recommandé de pratiquer cet exercice avec des stagiaires qui se connaissent déjà et ont établi entre eux des liens de confiance, de manière à instaurer une atmosphère décontractée pour le jeu de rôles.

Objectifs pédagogiques À l'issue de cet exercice, les stagiaires seront en mesure de :

- Énumérer les problèmes frontaliers dans un pays sortant d'un conflit ;
- Présenter des arguments en faveur de politiques, protocoles et procédures de gestion des frontières sensibles au genre ;
- Recenser les avantages de la collaboration avec les OSC dans la gestion des frontières.

Instructions de l'exercice Expliquez aux stagiaires qu'ils vont devoir participer à un jeu de rôles : une réunion entre des agents d'application de la loi, des responsables du ministère de l'Intérieur et trois représentants de la société civile. Cette réunion a lieu dans la région très volatile du Putanka, dans le pays imaginaire de Solon, qui sort d'un conflit.

Répartissez vos stagiaires en quatre groupes. Le groupe 1 représente les agents d'application de la loi et les responsables du ministère de l'Intérieur venus de la capitale, le groupe 2 représente l'OSC de promotion du commerce « PROTRADE », le groupe 3 représente l'OSC de protection des enfants « KIDS FIRST » et le groupe 4 représente l'OSC de défense des droits humains « RIGHTS FOR ALL ». Le groupe 1 peut être un peu plus important que les autres groupes puisque deux personnes du groupe 1 seront appelées à jouer un rôle dans la réunion ; seule une personne sera appelée à jouer un rôle dans les groupes 2, 3 et 4, de sorte que ces groupes doivent être à peu près égaux en taille.

Distribuez le polycopié A à tous les groupes, puis le polycopié B au groupe 1, le polycopié C au groupe 2, le polycopié D au groupe 3 et le polycopié E au groupe 4. Laissez trente minutes aux groupes pour se préparer en lisant les informations de fond du polycopié A et leur polycopié. Demandez à chaque groupe de désigner un animateur pour diriger les discussions et un script pour compléter le polycopié.

Jeu de rôles : les OSC et la gestion des frontières

De nouveau en séance collective, invitez cinq personnes à jouer la réunion pendant vingt minutes (deux personnes du groupe 1 et une personne de chacun des autres groupes). Ceux qui ne jouent pas prennent des notes et observent. Concluez en invitant les stagiaires à formuler des remarques et en leur demandant s'ils estiment que la réunion a atteint ses objectifs (10 minutes).

Variantes possibles

En fonction de votre public, vous pouvez ajouter un cinquième groupe représentant des donateurs ou des agences d'aide internationale. Vous devrez alors définir leur participation sur la base des informations de fond fournies dans le polycopié A.

POLYCOPIÉ

A

Jeu de rôles : les OSC et la gestion des frontières

Contexte :

La sécurité demeure fragile au Solon depuis la fin de la guerre civile, il y a deux ans. Le Putanka, la région du Solon située à l'ouest, près de la frontière avec la République du Dunga, est particulièrement volatil. Les armes sont monnaie courante au Putanka. Des groupes armés y entretiennent des caches d'armes et franchissent à loisir la frontière avec le Dunga, qui n'est qu'à 7-10 km. L'ordre public est difficile à maintenir, car les groupes armés sont numériquement puissants et jouissent d'un fort soutien local, en particulier chez les jeunes, en raison du haut degré de pauvreté et d'insatisfaction. Le vol est une tentation pour beaucoup de gens et la police reçoit tellement de plaintes pour des infractions mineures qu'elle intervient rarement. Les cas de violence sexiste, en particulier de violence sexuelle à l'égard des femmes, sont devenus très nombreux.

Plusieurs pays donateurs ont été contactés pour participer au renforcement des capacités des services de police et des frontières au Putanka mais, jusqu'à présent, n'ont guère apporté d'aide. Les personnels de gestion des frontières exigent spécifiquement une formation, car beaucoup d'entre eux sont recrutés dans des groupes paramilitaires et ont plus l'expérience de la guerre que du commerce et de l'immigration. Il n'y a aucune loi ou politique officielle sur le commerce transfrontalier.

Le sucre, les tomates et le thé sont moins chers au Dunga, mais le commerce transfrontalier est vivement déconseillé. En effet, les négociants sont tenus d'acquiescer des droits de douane aux deux frontières du Solon et du Dunga, sans compter les pots-de-vin à verser aux gardes-frontières. Une organisation de défense du commerce local a été formée et a commencé à faire pression sur les autorités locales et nationales pour encourager le commerce transfrontalier légal.

Beaucoup de parents n'ont plus les moyens d'envoyer leurs enfants à l'école, de sorte que ces enfants n'ont rien d'autre à faire que de traîner dans les rues, sans pouvoir gagner le moindre argent – et leurs familles se démènent pour les nourrir. Des personnes prétendant être dépêchées par des « agences d'emploi » du Dunga se rendent dans les communautés du Putanka à la recherche d'enfants à envoyer travailler au Dunga. La situation économique est tellement désespérée que de nombreuses familles acceptent de laisser partir leurs enfants avec ces « agents » ou parviennent à traverser clandestinement la frontière avec leurs enfants pour les faire travailler au Dunga. Parfois, ces enfants ne reviennent jamais chez eux et leur famille n'entend plus parler d'eux. Une ONG spécialisée dans la protection de l'enfance s'est fixé pour objectif de mettre un terme à cette traite des enfants.

D'autres organisations de défense des droits humains ont rapporté des incidents de violence sexiste aux frontières, dont des actes de violence physique commis sur des personnes de groupes ethniques particuliers, notamment de jeunes hommes. Les longues listes de violations des droits humains font aussi état de fouilles illégales, de propos racistes ou sexistes, de menaces à l'arme à feu, de privation de nourriture et d'eau en détention, de destruction de biens et de harcèlement sexuel.

Le directeur de l'agence nationale d'application de la loi, M. Solonto, et une responsable du ministère de l'Intérieur, Mme Guventa, ont été dépêchés au Putanka par la capitale pour dresser un état des lieux et commencer à concevoir une stratégie pour renforcer la gestion des frontières, dans le but d'améliorer la sécurité générale au Putanka.

Parmi les nombreuses réunions que vont avoir M. Solonto et Mme Guventa, une réunion est prévue avec trois OSC : l'OSC locale de promotion du commerce PROTRADE, l'OSC de protection des enfants KIDS FIRST et l'OSC de défense

POLYCOPIÉ

A

Jeu de rôles : les OSC et la gestion des frontières

des droits humains RIGHTS FOR ALL. Mme Guventa et M. Solonto ont défini les objectifs suivants pour cette réunion :

- Identifier les questions prioritaires à traiter par le système de gestion des frontières ;
- Entamer des discussions sur un mécanisme d'interaction entre les OSC et les personnels frontaliers.

Les responsables officiels compileront ensuite les informations collectées lors de cette réunion avec les données issues de différentes sources afin de rédiger un rapport détaillé formulant des recommandations à l'attention de leurs agences respectives.

Les trois OSC veulent chacune mettre en avant les problèmes sur lesquels elles travaillent, mais sont convenues qu'il était important de souligner les dimensions sexospécifiques de la piètre situation en ce qui concerne la sécurité, car la perspective du genre constitue une caractéristique importante, et pourtant souvent ignorée, du travail de ces trois OSC.

Cette réunion fera l'objet d'un jeu de rôles, suivant les instructions des photocopies B, C, D et E.

POLYCOPIÉ

B

Jeu de rôles : les OSC et la gestion des frontières

Vous représentez M. Solonto, directeur de l'agence nationale d'application de la loi, et Mme Guventa, responsable au ministère de l'Intérieur.

Mme Guventa a déjà travaillé avec des OSC lorsqu'elle était employée au ministère du Commerce et sait que, dans un autre pays de la région, des OSC ont contribué au processus de réforme de la gestion des frontières. Elle est convaincue que les OSC du Putanka peuvent apporter elles aussi une précieuse contribution et l'aider, elle et ses collègues, à concevoir une stratégie pour renforcer le système de gestion des frontières.

M. Solonto est moins convaincu des avantages d'une collaboration avec les OSC, car son expérience avec elles a parfois viré au pugilat. Quoiqu'il en soit, M. Solonto a le souhait de prévenir les violations de droits humains aux frontières, conscient qu'il est que l'image de son agence serait ternie par des rapports négatifs à ce sujet.

Vous préparez la réunion en tenant compte de tous ces facteurs. L'un(e) de vous présidera la réunion.

Objectifs de la réunion

- Dresser un état des lieux/identifier quelques questions prioritaires à traiter par le système de gestion des frontières.
- Se procurer des informations auprès des trois OSC présentes à la réunion.
- Établir des relations de travail avec ces OSC.

Résultats escomptés

Questions possibles à poser à TOUTES les OSC

Questions spécifiques à poser à PROTRADE

Questions spécifiques à poser à KIDS FIRST

Questions spécifiques à poser à RIGHTS FOR ALL

Conclusions possibles, phases suivantes et exposé des stratégies

POLYCOPIÉ

C

Jeu de rôles : les OSC et la gestion des frontières

Vous représentez l'organisation PROTRADE et vous inquiétez des questions de commerce et de sécurité à la frontière. Préparez votre réunion à l'aide des informations de fond du polycopié A sur le Putanka.

Votre objectif premier est de convaincre les autres que le Putanka a besoin d'un système efficace de gestion des frontières, avec des politiques adéquates, des mesures de mise en œuvre et un code de conduite amélioré pour le personnel. À l'heure actuelle, des pots-de-vin sont versés de part et d'autre de la frontière et, souvent, les gens sont forcés d'attendre très longtemps avant de pouvoir traverser. Vous souhaitez faciliter les échanges transfrontaliers et vous assurer que le système de gestion des frontières tiendra compte des aspects associés à ces échanges qui touchent le genre. Vous savez, par exemple, que les femmes représentent jusqu'à 80 % des négociants transfrontaliers clandestins. Or, ces femmes se plaignent de harcèlement de la part des douaniers, en particulier des agents de sexe masculin chargés d'effectuer les fouilles corporelles. Les problèmes des communautés frontalières sont en outre aggravés par de faibles niveaux d'alphabétisation, qui empêchent beaucoup de gens d'accéder aux informations sur le commerce ou d'accomplir les formalités requises aux frontières. Vous savez que Mme Guventa a précédemment travaillé au ministère du Commerce et qu'elle sera probablement ouverte à vos idées.

Vous voulez que les responsables officiels s'engagent à impliquer systématiquement les organisations de la société civile, dont la vôtre, dans la réforme de la gestion des frontières. Vous êtes prêt(e) à proposer quelques idées en ce sens.

Points à soulever concernant les problèmes et leurs solutions possibles :

1	
2	
3	
4	
5	
6	
7	
8	
9	
10	

POLYCOPIÉ

D

Jeu de rôles : les OSC et la gestion des frontières

Vous représentez l'organisation KIDS FIRST et vous inquiétez des questions de traite des enfants et de migration infantile à la frontière. Préparez votre réunion à l'aide des informations de fond du photocopié A sur le Putanka.

Votre objectif premier est de convaincre les autres que le Putanka a besoin d'un système efficace de gestion des frontières, avec des politiques adéquates, des mesures de mise en œuvre et un code de conduite amélioré pour le personnel. Votre principal souci est la traite des enfants. Vous voulez que des procédures soient mises en place aux frontières pour détecter ces incidents et empêcher qu'ils ne se reproduisent. Vous estimez que l'ensemble des politiques et procédures qui seront conçues doit prendre en compte les besoins particuliers des garçons et des filles.

En même temps, vous souhaitez convaincre les responsables de l'agence d'application de la loi et du ministère de l'Intérieur qu'il est important d'impliquer la société civile dans la réforme de la gestion des frontières. Vous cherchez donc à établir un processus consultatif avec ces responsables afin d'apporter des contributions détaillées au processus de réforme.

Points à soulever concernant les problèmes et leurs solutions possibles :

1	
2	
3	
4	
5	
6	
7	
8	
9	
10	

POLYCOPIÉ

D

Jeu de rôles : les OSC et la gestion des frontières

Vous représentez l'organisation RIGHTS FOR ALL et vous inquiétez des questions de droits humains et de sécurité à la frontière. Préparez votre réunion à l'aide des informations de fond du polycopié A sur le Putanka.

Votre objectif premier est de convaincre les autres que le Putanka a besoin d'un système efficace de gestion des frontières, avec des politiques adéquates, des mesures de mise en œuvre et un code de conduite amélioré pour le personnel. Vous voulez évoquer les problèmes de violation des droits humains, en particulier les incidents de violence commis aux frontières sur de jeunes hommes issus d'un groupe ethnique particulier, ainsi que l'exploitation des femmes des communautés frontalières et le harcèlement aux postes-frontières. Vous travaillez depuis de nombreuses années sur la question des droits humains et en avez assez des politiques inefficaces sur le terrain. Vous voulez voir une mise en œuvre concrète, avec des procédures opérationnelles normalisées, des formations, un système de traitement des plaintes, des sanctions disciplinaires définies en cas d'abus, etc.

Votre second objectif est de convaincre les responsables de l'agence d'application de la loi et du ministère de l'Intérieur que la réforme de la gestion des frontières doit consister en un processus participatif et ouvert, impliquant des organisations de la société civile comme la vôtre.

Points à soulever concernant les problèmes et leurs solutions possibles :

1	
2	
3	
4	
5	
6	
7	
8	
9	
10	

11

Jeu de rôles : contrôle de la gestion des frontières

Type d'exercice : Application en contexte

Public : Personnels de gestion des frontières, des ministères concernés et d'organisations de la société civile (OSC), médias, parlementaires

Durée : Environ 60 minutes

Taille du groupe 16 à 20 stagiaires

Fournitures Polycopiés
Dossier « Place du genre dans la gestion des frontières »

Conseils aux formateurs Cet exercice exige la présence d'un co-animateur ou d'une personne extérieure, ayant déjà présidé une réunion en jeu de rôles. Si vous ne trouvez personne, vous pouvez sélectionner un stagiaire ou présider vous-même la réunion. Vous pouvez inviter le président de la réunion à prendre connaissance des conseils qui sont fournis à l'Exercice 12 des *Supports de formation à la place du genre dans le contrôle parlementaire du secteur de la sécurité*.

Pour souligner l'importance des fonctions de contrôle, reportez-vous à la section 4.4 du *Dossier « Place du genre dans la gestion des frontières »*, en plus des informations correspondantes fournies dans le *Dossier « Place du genre dans le contrôle parlementaire du secteur de la sécurité »* et le *Dossier « Place du genre dans le contrôle du secteur de la sécurité par la société civile »*.

Objectifs pédagogiques À l'issue de cet exercice, les stagiaires seront en mesure de :

- Démontrer qu'ils connaissent les fonctions de contrôle de la gestion des frontières exercées par les ministères concernés, le parlement, les médias et les OSC ;
- Identifier les politiques et stratégies de contrôle traitant d'un problème frontalier spécifique.

Instructions de l'exercice Divisez les stagiaires en quatre sous-groupes, en retenant toutefois un stagiaire pour jouer plus tard le rôle du conseiller présidentiel et présider la réunion. Dans l'idéal, cette personne sera un co-animateur ou une personne extérieure, de façon à ce que tous vos stagiaires puissent pleinement tirer profit de l'exercice.

Distribuez un rôle à chaque sous-groupe :

- (1) Médias (*Les Chroniques de Kinlande*) ;
- (2) OSC (« Réseau Frontière ») ;
- (3) Comité parlementaire en charge de l'immigration et de la sécurité intérieure ;
- (4) Ministère de l'Intérieur, Service de sécurité intérieure.

Expliquez que chacun de ces groupes a une fonction de contrôle vis-à-vis de la gestion des frontières. Amorcez une brève discussion sur ces fonctions pour vous assurer que tous les groupes comprennent bien leur rôle en matière de contrôle.

Présentez à chaque groupe la description d'un problème frontalier dans le pays imaginaire de la Kinlande, fournie dans le polycopié, et invitez-les à préparer une réponse. Demandez à chaque groupe de désigner un animateur pour diriger les discussions et un rapporteur pour dresser un compte rendu au conseiller présidentiel (20 minutes).

Réunissez tout le monde et entamez le jeu de rôles : le rapporteur présente la perspective de son groupe à la réunion. La réunion est présidée par le conseiller présidentiel, le but premier étant d'entendre les différentes perspectives des groupes sur le problème, d'arrêter les réponses susceptibles d'être élaborées et de déterminer la participation des organes officiels de contrôle, des médias et des OSC. La réunion dure trente minutes.

Pour conclure, synthétisez les tâches de contrôle que les quatre organisations/agences ont présentées (5 minutes).

Jeu de rôles : contrôle de la gestion des frontières

Variantes possibles

Si vos stagiaires rechignent à se prêter à un jeu de rôles (ou sont incapables de le faire de manière productive), vous pouvez simplement leur demander de présenter leur rapport en séance collective, en vous passant de la composante interactive du jeu de rôles.

POLYCOPIÉ

Jeu de rôles : contrôle de la gestion des frontières

Scénario

Le gouvernement de la République imaginaire de Kinlande se trouve dans la situation suivante : il est prêt à signer un accord régional sur l'ouverture des frontières mais, si certains problèmes frontaliers ne sont pas traités, le processus sera compromis.

Le quotidien national, *Les Chroniques de Kinlande*, a publié cet article :

Les agents de contrôle des frontières se fient à leur seule « intuition » pour se méfier de certains voyageurs honnêtes et légaux. Ces voyageurs sont soumis à des contrôles spéciaux et à des fouilles corporelles avant et à leur arrivée au poste de contrôle. Ils sont isolés des autres voyageurs pendant d'interminables laps de temps et leur identité est communiquée à des agences internationales d'investigation. D'après nos sources, ces voyageurs sont essentiellement des hommes et sont systématiquement considérés comme des criminels en puissance.

Les personnels des frontières affirment que ces pratiques de filtrage n'enfreignent pas les droits humains et qu'ils n'outrepassent nullement leurs pouvoirs d'investigation. Qui plus est, ils prétendent que cette pratique a permis de traduire en justice plusieurs malfaiteurs arrêtés aux frontières.

La Kinlande a beau s'efforcer de convaincre ses voisins qu'elle applique une approche ouverte à la gestion de ses frontières, c'est difficile à croire au vu des délais d'attente et du harcèlement auxquels sont confrontés les citoyens et d'autres personnes venues commercer légalement. Il est clair que les choses vont devoir changer aux frontières kinlandaises si nous voulons que notre pays rejoigne l'Accord régional sur l'ouverture des frontières (AROF), déclaré prioritaire par notre gouvernement.

Instructions de l'exercice

Le rôle assigné à votre groupe est l'un de ceux-ci :

- (1) Médias (*Les Chroniques de Kinlande*) ;
- (2) OSC (« Réseau Frontière ») ;
- (3) Comité parlementaire en charge de l'immigration et de la sécurité intérieure ;
- (4) Ministère de l'Intérieur, Service de sécurité intérieure.

Le conseiller présidentiel a convoqué une réunion spéciale pour discuter des réponses au problème décrit dans l'article des *Chroniques de Kinlande*, en y invitant différents acteurs et parties intéressées. On vous informe que la réunion avait été ordonnée par le président de Kinlande, qui estime que la Kinlande doit traiter d'urgence ces problèmes, faute de quoi ils risquent d'empêcher le pays de rejoindre l'Accord régional sur l'ouverture des frontières.

Préparez une brève déclaration à livrer à cette réunion. Cette déclaration doit spécifier votre point de vue sur le problème et énoncer trois stratégies à mettre en œuvre pour traiter cette question dans vos activités de contrôle. Le rapporteur de votre groupe, qui représentera votre groupe à la réunion avec le conseiller présidentiel, livrera cette déclaration.

12

Étude de cas : soutien d'une réforme de la gestion des frontières sensible au genre*

Type d'exercice :	Application en contexte
Public :	Personnels de l'ONU, donateurs, consultants et experts internationaux
Durée :	50 à 75 minutes

Taille du groupe Jusqu'à 32 stagiaires, répartis en quatre groupes

Fournitures Dossier « Place du genre dans la gestion des frontières »
Ballon
Polycopiés des stagiaires
Tableaux de conférence

Conseils aux formateurs Cet exercice conçu sous forme d'étude de cas permet aux stagiaires d'appliquer leurs connaissances sur la problématique du genre et la réforme de la gestion des frontières. C'est donc un bon exercice à pratiquer vers la fin d'une période de formation.

Le contexte de cet exercice repose sur un examen des « conditions réelles » conduit en 2007, concernant les capacités de formation d'un pays en matière de lutte contre la traite des êtres humains. Certains faits ont été amplifiés et d'autres ont été ajoutés pour inclure la dimension du genre dans cet exercice.

Objectifs pédagogiques

À l'issue de cet exercice, les stagiaires seront en mesure de :

- Appliquer des connaissances théoriques sur la problématique du genre et la réforme de la gestion des frontières à un contexte national hypothétique ;
- Identifier des actions spécifiques à mener pour atteindre l'objectif de l'intégration du genre dans la réforme de la gestion des frontières, nommer quelques obstacles à la mise en oeuvre et définir des stratégies pour surmonter ces obstacles.

Instructions de l'exercice

Expliquez que l'exercice prend la forme d'une étude de cas hypothétique. Les principaux éléments examinés sont les suivants :

- Le recrutement et la rétention des femmes à des postes de gestion des frontières.
- Les réponses apportées à la traite des êtres humains et la promotion et la protection des droits humains.
- Les perceptions du public vis-à-vis des services de gestion des frontières.

En fonction des connaissances de vos stagiaires, il pourrait être utile de pratiquer un bref exercice de réflexion sur tout ou partie de ces thèmes avant d'entreprendre l'exercice. Par exemple, vous pouvez lancer un ballon de stagiaire en stagiaire et, à chaque fois qu'un stagiaire reçoit le ballon, lui demander de nommer un argument pour améliorer les politiques de recrutement et de rétention sensibles au genre.

Divisez vos stagiaires en quatre groupes. Distribuez à chaque stagiaire une copie du photocopié A décrivant le cas et, à chaque groupe, le photocopié B1, 2, 3 ou 4. Demandez ensuite à chaque groupe de désigner un animateur pour diriger les discussions et un rapporteur pour dresser un compte rendu en séance collective. Précisez aux rapporteurs qu'ils n'auront que cinq minutes pour leur compte rendu.

Consacrez vingt à trente minutes aux discussions en groupes sur les questions figurant dans les photocopiés. Les résultats des groupes peuvent être consignés sur les photocopiés ou sur les tableaux (préparés à l'avance).

Demandez aux rapporteurs de dresser le compte rendu des résultats de leur groupe. Laissez les autres groupes poser des questions et formuler des commentaires. Concluez en demandant aux groupes d'expliquer en quoi les stratégies présentées se confortent les unes les autres et comment elles pourraient être le fondement d'un processus de réforme de la gestion des frontières sensible au genre (20 à 30 minutes).

* Cet exercice d'étude de cas a été conçu par Angela Mackay. Le DCAF la remercie de sa contribution au *Dossier de supports de formation sur la place du genre dans la RSS*.



Étude de cas : soutien d'une réforme de la gestion des frontières sensible au genre

Minutage possible :

10-15 minutes pour l'introduction

20-30 minutes pour les discussions en groupes

20-30 minutes pour la discussion collective et la conclusion

= 50-75 minutes au total

POLYCOPIÉ

A

Informations de fond sur les problèmes de gestion des frontières dans le « pays Z »

Soutien d'une réforme de la gestion des frontières sensible au genre : le cas du « pays Z »

- **Structure et culture:** l'Agence de sécurité nationale (ASN) est responsable de la gestion des frontières, entre autres éléments de sécurité nationale. Les gardes-frontières sont en charge de l'immigration, mais pas des douanes.
- Les traditions de secret et de punition héritées de l'ancien système soviétique ont imposé une stricte hiérarchie dans les services d'application de la loi. Cette hiérarchie est particulièrement visible à l'ASN. Ce lourd héritage empêche le personnel de faire preuve d'initiative personnelle, d'appliquer des méthodes modernes de formation et d'enquêter proactivement sur les crimes.
- De plus, l'héritage soviétique alimente la méfiance publique vis-à-vis des autorités chargées de l'application de la loi et beaucoup de gens refusent de leur prêter main forte.
- La société civile est encore à l'état embryonnaire. La rivalité et la méfiance régissent les rapports entre les différentes organisations locales et entre elles et les services de sécurité.
- **Personnel de gestion des frontières :** près de 30% des gardes-frontières sont des femmes. La plupart d'entre elles sont affectées à l'aéroport international. Aux frontières terrestres, les femmes n'occupent que des fonctions administratives : si une fouille corporelle doit être effectuée sur une femme à une frontière terrestre, les gardes-frontières recourent aux services d'agentes des douanes.
- En règle générale, il est jugé inapproprié et dangereux de poster des femmes aux frontières terrestres. En outre, les femmes gardes-frontières n'ont pas envie d'être affectées à des endroits où elles ne seront souvent que le seul élément féminin de l'équipe, d'autant plus que leur famille s'y oppose souvent.
- Les femmes progressent rarement jusqu'aux échelons supérieurs des services frontaliers, parce que leur expérience professionnelle a tendance à être limitée et qu'elles quittent généralement la profession une fois qu'elles ont des enfants.
- **Migration :** le taux de chômage est élevé dans le pays Z, du fait de l'effondrement de l'emploi durant l'ère postsoviétique et de l'impact durable de plusieurs catastrophes naturelles. Beaucoup d'hommes et de femmes travaillent dans des pays voisins et dans les États du Golfe.
- Mais les permis requis pour quitter le pays Z sont chers et les formalités pour les obtenir sont longues et onéreuses, en raison des pots-de-vin. Pour obtenir un permis, la personne doit se rendre à la capitale et peut attendre jusqu'à deux jours dans les différents bureaux gouvernementaux.
- Les étrangers ne peuvent obtenir un visa pour venir travailler dans le pays Z que s'ils sont parrainés par un habitant du pays. Ces visas sont délivrés pour uniquement certaines catégories de travail et uniquement aux personnes qui ont le droit d'entrer sur leur territoire – à elles seules, et non pas aux membres de leur famille.
- **Traite des êtres humains :** l'ASN possède son propre système de formation. La définition légale de la traite des êtres humains est traitée dans le programme de formation des gardes-frontières, mais celui-ci ne comporte pas d'études de cas et ne détaille pas les modes d'investigation. Des ONG assurent quelques formations sur la protection et l'assistance des victimes de la traite.
- Il n'y a pas de statistiques fiables concernant la traite des êtres humains, pas plus que de modèles ou de profils, et les organes gouvernementaux ne partagent rien en la matière. Les données des ONG ne portent que sur les services d'hébergement et autres fournis aux victimes de la traite. Pourtant, il est évident que la traite des hommes, des femmes et des filles en provenance du pays Z est

POLYCOPIÉ

A

Soutien d'une réforme de la gestion des frontières sensible au genre : le cas du « pays Z »

un phénomène de grande ampleur.

- Les femmes et les filles issues de groupes socialement vulnérables sont les victimes les plus fréquentes de la traite des êtres humains. Elles sont prises dans la traite pour être exploitées sexuellement dans les États du Golfe (par avion) ou dans le pays X voisin (par route).
- La traite d'hommes adultes à des fins de travail forcé en Russie n'est pas reconnue ou est niée par les organes officiels, mais les ONG dénoncent un recrutement à grande échelle dans ce domaine.
- Le recrutement pour la traite est essentiellement le fait de trafiquants locaux, souvent des parents, des amis ou des voisins des victimes.

POLYCOPIÉ

B1

Soutien d'une réforme de la gestion des frontières sensible au genre : le cas du « pays Z »

L'Union européenne, les Nations Unies et d'autres organisations internationales exercent une forte pression sur le pays Z pour l'inciter à inclure davantage de femmes dans ses services de gardes-frontières. Vous êtes membres d'une équipe internationale chargée de conseiller le gouvernement du pays Z sur les processus de recrutement pour les services de gardes-frontières

Quelles sont les **trois mesures** que pourrait prendre le gouvernement du pays Z pour accroître le nombre de recrues féminines et favoriser leur rétention et leur avancement ?

1.

2.

3.

Quel est l'un des **obstacles ou problèmes majeurs** susceptibles d'être rencontrés par le gouvernement du pays Z dans la mise en œuvre de ces mesures ?

1.

Quelle est la **principale stratégie** pour surmonter cet obstacle ou ce problème ?

1.

POLYCOPIÉ B2

Soutien d'une réforme de la gestion des frontières sensible au genre : le cas du « pays Z »

Le gouvernement du pays Z a mis au point un ambitieux « Plan d'action pour l'amélioration des prestations de services de gestion des frontières ». Ce plan formule des stratégies visant à augmenter les salaires des personnels de gestion des frontières et à empêcher que leurs conditions de travail ne soient discriminatoires, de quelque manière que ce soit. Il prête une attention particulière aux questions migratoires, le but étant de faciliter les déplacements professionnels des hommes et des femmes de Z vers d'autres pays et l'entrée sur le territoire des ressortissants étrangers venus travailler légalement dans le pays Z.

Vous représentez un groupe de donateurs et avez été contacté(e) par le gouvernement du pays Z, qui vous demande de soutenir la mise en œuvre du « Plan d'action pour l'amélioration des prestations de services de gestion des frontières ».

Quelles sont les **trois mesures** que vous pouvez prendre pour encourager et aider le gouvernement du pays Z à intégrer des perspectives sensibles au genre à la mise en œuvre du Plan d'action ?

1.

2.

3.

Quel est **l'un des obstacles ou problèmes majeurs** susceptibles d'être rencontrés par le gouvernement du pays Z dans le cadre d'une mise en œuvre du Plan d'action qui soit sensible au genre ?

1.

Quelle est la **principale stratégie** pour surmonter cet obstacle ou ce problème ?

1.

POLYCOPIÉ

B3

Soutien d'une réforme de la gestion des frontières sensible au genre : le cas du « pays Z »

Vous êtes une équipe de consultants internationaux chargée d'aider l'Agence de sécurité nationale à concevoir et mettre en œuvre le programme de formation pour les nouvelles recrues des services de gardes-frontières, niveau débutant. Vous savez que, dans le pays Z, les organes d'application de la loi sont très peu informés de la traite des êtres humains et que les taux d'arrestation et de traduction en justice des trafiquants sont très faibles. Les victimes sont généralement ignorées par ces organes, qui estiment qu'il ne s'agit que de « prostituées – qui sait dans quoi elles s'embarquent... ».

Quelles sont les **trois mesures** que vous pouvez prendre pour vous assurer que la lutte contre la traite des êtres humains et la promotion et la protection des droits humains sont effectivement intégrées au programme de formation ?

1.

2.

3.

Quel est l'un des **obstacles/problèmes majeurs** à la mise en œuvre de ces mesures ?

1.

Quelle est la **principale stratégie** pour surmonter cet obstacle/problème ?

1.

POLYCOPIÉ

B4

Soutien d'une réforme de la gestion des frontières sensible au genre : le cas du « pays Z »

Le gouvernement du pays Z met en œuvre un ambitieux « Plan d'action pour l'amélioration des prestations de services de gestion des frontières » depuis deux ans maintenant. Vous êtes une équipe du Programme des Nations Unies pour le développement, chargée de conduire une enquête sur les perceptions publiques relativement aux services de gardes-frontières. Le but de cette enquête est de produire, pour les acteurs locaux et internationaux, un examen concret, complet et dynamique sur les perceptions qu'a le public du développement professionnel, les activités opérationnelles et les politiques chez les gardes-frontières.

Quelles sont les **trois mesures** que vous pouvez prendre pour vous assurer que l'enquête va tenir compte de la dimension genre et que des hommes et des femmes vont être consultés à pied d'égalité ?

1.

2.

3.

Quel est l'un des **obstacles/problèmes majeurs** à la mise en œuvre de ces mesures ?

1.

Quelle est la **principale stratégie** pour surmonter cet obstacle/problème ?

1.

Discussions

Procédures suggérées pour les discussions

Certaines séances de formation peuvent être accompagnées d'une discussion dirigée par un animateur, dans le cadre ou à la place d'exercices. **Ci-dessous figurent quelques exemples pour engager activement un groupe de stagiaires dans une discussion :**

- Chaque stagiaire réfléchit individuellement et note ses réflexions sur une fiche. Les fiches sont ensuite collées sur un grand tableau et soumises à discussion.
- Répartissez les stagiaires en groupes de deux à trois personnes. Plus souvent employée pour les exercices d'introduction, la technique de la discussion en petits groupes permet d'accomplir une tâche spécifique, par exemple de susciter des idées ou d'atteindre un point de vue commun sur un sujet donné en un certain laps de temps. Vous pouvez donc l'appliquer pour discuter du sujet choisi dans des délais prédéfinis, puis demander aux différents groupes de dresser un compte rendu en séance collective.
- Notez quatre réponses différentes à une question sur quatre grandes feuilles de papier et affichez chacune des feuilles dans un coin de la salle. Demandez à chaque stagiaire de se diriger vers la réponse avec laquelle il est le plus d'accord, puis à chaque groupe de présenter son point de vue de la manière la plus convaincante possible.
- Notez quatre citations synthétisant les aspects particuliers de la question discutée sur quatre grandes feuilles et affichez chacune des feuilles dans un coin de la salle. Attribuez aux stagiaires des numéros de 1 à 4. Demandez-leur de se déplacer jusqu'à la feuille où est inscrit leur numéro. Demandez-leur ensuite de discuter de la citation de leur groupe et de noter des réponses au tableau. Interrompez la discussion au bout de quelques minutes. Demandez ensuite aux stagiaires d'aller jusqu'à la feuille suivante, de façon à ce que chaque groupe se retrouve face à une nouvelle citation. Poursuivez ainsi jusqu'à ce que tous les groupes aient discuté et répondu à toutes les citations, puis demandez-leur de revenir à leur citation originale. Demandez alors à chaque groupe de lire les réponses des autres groupes et de comparer ces réponses avec leurs propres réponses.
- Recensez quatre à six affirmations ayant trait à un thème que vous discutez et notez-les sur une grande feuille ou sur un tableau blanc. Distribuez des cartes aux stagiaires pour qu'ils y notent leurs idées/réflexions sur chaque affirmation. Ramassez les cartes et classez-les en fonction de l'affirmation à laquelle elles ont trait. Assignez une pile de cartes à chaque groupe. Demandez ensuite aux stagiaires de : (a) procéder à une présentation en séance collective, (b) classer les cartes en « défis » et « opportunités » ou (c) trouver n'importe quel autre moyen de rendre compte de manière créative de ce qu'ils lisent sur les cartes.
- « Foire annuelle » : répartissez les stagiaires en petits groupes de six personnes tout au plus. Faites travailler les groupes pendant quelque temps sur un aspect particulier de la question étudiée : ils notent leurs réponses à la question sur un tableau et l'affichent dans un coin de la salle. Un ou deux (en fonction du nombre total de stagiaires) membre(s) de chaque groupe se poste(nt) devant un tableau pour présenter le travail de son groupe en expliquant l'aspect de la question, les réponses et les arguments aux membres des autres groupes, qui se déplacent dans la salle. Le reste du groupe va d'un tableau à l'autre et écoute les présentations. Chaque présentation doit durer un laps de temps prédéfini (ex. : trois minutes) et les présentateurs répondent ensuite aux questions qui leur sont posées. À l'issue de ces présentations, les stagiaires changent de rôle afin que chacun d'eux ait l'occasion de présenter le tableau de son groupe et d'écouter les présentations des autres groupes.

Discussions

Sujets de discussion

Ci-dessous sont proposés, en vrac, plusieurs sujets de discussion possibles autour des principaux thèmes traités dans le *Dossier* « *Place du genre dans la gestion des frontières* » :

1. Pourquoi la réforme de la gestion des frontières devrait-elle être sensible au genre ?
2. Quelles sont les cinq choses que vous pourriez faire pour conduire un examen de la gestion des frontières et/ou d'agences frontalières qui soit sensible au genre ?
3. Discutez de cinq exemples de violations potentielles des droits humains aux frontières et proposez des politiques et des mesures à prendre pour que les personnels de gestion des frontières démontrent une certaine sensibilité vis-à-vis des problèmes et des besoins des victimes potentielles, féminines et masculines.
4. En quoi le témoignage des femmes et des représentants des communautés frontalières pourrait-il être indispensable à une commission parlementaire pour contrôler la gestion des frontières ?
5. Quelles sont les qualités essentielles d'un agent de gestion des frontières respectueux de l'égalité des sexes ?
6. Quels sont les avantages potentiels de l'inclusion de représentants de différents groupes de population, dont des hommes et des femmes, dans la gestion des frontières ?
7. Quelles politiques pourraient accroître le recrutement, la rétention et l'avancement des personnels féminins de gestion des frontières ?
8. Quels sont les principaux avantages d'une collaboration entre les agences de gestion des frontières et les OSC, dont les organisations de femmes ?
9. Comment les interrogatoires de personnes victimes de traite d'êtres humains devraient-ils être pratiqués ? Énoncez plusieurs principes.
10. En quoi le déploiement d'unités de gestion des frontières exclusivement constituées de femmes pourrait-il être avantageux pour la détection et l'investigation de la traite des êtres humains ?
11. Comment un code de conduite définissant les comportements vis-à-vis de la discrimination sexuelle et du harcèlement sexuel pourrait-il aider les personnels de gestion des frontières ? Quels seraient les principaux éléments d'un tel code de conduite ?
12. Quelles organisations participent à l'aide aux victimes de traite humaine dans votre pays ? Expliquez la relation entre ces organisations et les agences de gestion des frontières. Quels sont les canaux de communication entre ces organisations et les agences de gestion des frontières et comment les améliorer ?
13. Quels types d'outils pourraient servir à garantir de meilleures normes de professionnalisme dans la conduite des personnels de gestion des frontières ?
14. Proposez cinq conseils pour la formation des personnels de gestion des frontières en matière de genre.
15. Décrivez trois composantes majeures d'une campagne de sensibilisation publique sur la gestion des frontières et les droits humains.
16. Quels obstacles et opportunités spécifiques pourrait rencontrer un pays sortant d'un conflit dans l'application d'une approche de la gestion des frontières sensible au genre ?
17. Quelles organisations participent au contrôle de la gestion des frontières dans votre pays ?

Problèmes de formation à considérer

Le *Guide pour l'intégration du genre dans les formations à la RSS* traite des problèmes faisant obstacle à la mise en œuvre d'une formation à la RSS qui soit sensible au genre. La formation en matière de genre et de gestion des frontières peut aussi poser les problèmes suivants :

- La plupart du temps, votre public aura besoin de livrer un travail introductif sur les questions de genre (vous trouverez des idées à ce sujet dans les *Supports de formation à la place du genre dans la réforme du secteur de la sécurité*). Si vos stagiaires sont des membres des personnels de gestion des frontières, il s'agira essentiellement d'hommes, puisque les agences de gestion des frontières emploient beaucoup plus d'hommes que de femmes. Cela exigera de vous davantage de proactivité pour inciter les femmes stagiaires à participer, éventuellement en les distribuant d'abord dans de plus petits groupes. De même, vous devrez vous donner la peine de saluer toutes les contributions, aussi modestes soient-elles, des femmes réticentes.
- Il peut être délicat d'axer votre formation sur le genre si vos sujets de discussion portent sur la question générale des droits humains. Cela ne posera pas problème si le but de votre formation est de sensibiliser les personnels de gestion des frontières aux besoins de certains individus et groupes de population mais, si vous voulez que vos stagiaires s'intéressent aux questions de genre, vous devrez choisir soigneusement vos exercices et diriger toutes les discussions dans ce sens. Si vous prenez part à la conception du programme de formation, vous pouvez prévoir en premier lieu une séance consacrée aux droits humains et à la gestion des frontières, puis une séance consacrée au genre.

KOSOVO

Formation en matière de genre
pour la police des frontières

La police des frontières du Kosovo a été instituée en 1999 pour contrôler la sécurité à tous les points-frontières du pays¹. Une fois qu'elles sont intégrées aux services de police, les nouvelles recrues suivent généralement une formation de base de vingt semaines à l'école de police de Vushtrri. Le cours est conçu pour conférer aux futurs policiers les connaissances et compétences requises pour déployer des fonctions policières générales. À l'issue de cette formation, les policiers sont déployés sur leurs lieux de travail respectifs ou, s'ils sont retenus pour la police des frontières, suivent une formation supplémentaire consacrée aux fonctions spécifiques de ce service.

Au départ, la formation de ces policiers des frontières était assurée par la police civile de l'ONU affectée aux services des frontières. En 2006, l'Agence européenne de reconstruction a financé un projet d'un an, mis en œuvre par le Centre international pour le développement des politiques migratoires (CIDPM) afin de créer l'Unité de formation de la police des frontières (BBPTU, *Border and Boundary Police Training Unit*). Cela a supposé l'élaboration de procédures opératoires normalisées pour l'unité, la sélection de huit formateurs et la mise au point d'un cours de formation personnalisée pour formateurs. Le principal objectif du projet était de définir trois séances spécialisées de formation pour les niveaux élémentaire, chef d'équipe et commandement².

Le *cours de niveau élémentaire* s'adresse aux agents de police des frontières de premier échelon, qui ont déjà suivi la formation de base de la police kosovare susvisée. D'une durée de 2 ou 3 jours, il porte sur les fonctions, les responsabilités et les compétences requises des agents au niveau élémentaire. Il aborde également le thème de la traite des êtres humains :

- Définitions et distinctions entre la traite des personnes et le trafic des migrants ;
- Caractéristiques mondiales, régionales et locales de la traite des êtres humains ;
- Modes d'identification des victimes : formes de communication visuelles (non verbales), techniques d'interrogatoire et autres options à la disposition de la police des frontières.

Le *cours destiné aux chefs d'équipe* de la police des frontières du Kosovo concerne les agents de police de niveau intermédiaire. D'une durée de 1,5 ou 2 jours, il porte sur les thèmes suivants :

- Examen des distinctions entre la traite et le trafic des migrants ;
- Implications de la traite des êtres humains : analyse du processus, terminologie, définitions, législation internationale et nationale, impact de la criminalité organisée ;
- Principes et pratique de l'identification, de l'investigation, des interrogatoires et de l'orientation.

La pertinence directe des lois et principes de la protection des droits humains vis-à-vis des forces de police frontalière, l'application des compétences et les bonnes pratiques sont mises en avant³.

De plus, les programmes de formation des trois niveaux (élémentaire, chef d'équipe, commandement) comportent un module d'une demi-journée *sur la place du genre dans la gestion des frontières*. Ce module a pour but de permettre aux personnels des frontières d'établir le lien entre les sexospécificités et l'exercice quotidien de leur profession en se posant les questions suivantes : *pourquoi les sexospécificités sont-elles importantes ? Pourquoi faut-il se soucier d'intégrer la perspective du genre ? Quels sont les avantages opérationnels ?* Aux trois niveaux, la formation commence par un exercice de réflexion et

1 Voir le site Internet de la police kosovar à l'adresse <http://www.kosovopolic.com/?page=2,22> (dernière consultation : 13 octobre 2009).

2 Les supports de ces formations peuvent être consultés à l'adresse <http://polis.osce.org/library/results.php?ca%5B%5D=TRN&ga%5B%5D=881&d=&ta%5B%5D=1474&p=3> (dernière consultation : 13 octobre 2009).

3 Voir : EULEX Kosovo, *KPS Border and Boundary Police Training Concept*, http://www.eulex-kosovo.eu/training/police/PoliceTraining/BORDER_BOUNDARY/DOCUMENTS/7.pdf?page=agreement (dernière consultation : 13 octobre 2009).

KOSOVO

Formation en matière de genre pour la police des
frontières

une discussion sur la définition du genre, suivis d'autres discussions sur l'importance du genre vis-à-vis de la gestion des frontières. Puis le contenu de la formation est adapté à chaque groupe, le but étant d'examiner comment la dimension du genre peut être intégrée à la gestion des frontières en fonction de la position et des besoins professionnels des stagiaires. Le *cours élémentaire* porte sur l'identification des risques/menaces posés aux femmes et aux hommes aux frontières, les différences et les points communs observés en ce domaine et les responsabilités associées de la police des frontières. Le *cours réservé aux chefs d'équipe* porte sur les situations courantes touchant aux questions de genre et les suggestions/demandes à formuler auprès du niveau de commandement pour résoudre les problèmes. Le *cours de niveau commandement* porte sur les politiques, procédures et pratiques susceptibles d'être mises en œuvre pour lutter contre la traite des êtres humains, protéger les droits humains et collaborer avec des institutions représentatives.

Les séances de formation emploient des supports extrêmement interactifs et pratiques, axés sur la réalité des frontières. Il est fait un usage intensif des exemples, des scénarios et des études de cas à résoudre. De bout en bout, la formation met l'accent sur l'engagement actif et l'initiative, plutôt que sur l'observation passive⁴.

En janvier 2010, la police des frontières du Kosovo comptait 1 280 employés, parmi lesquels seulement 120 étaient des femmes, soit 8%. C'est moins que dans la police du Kosovo, où le personnel féminin compte pour 15% des forces totales de la police, personnel civil compris. Toutefois, le général en charge de la police des frontières est une femme, et les chiffres des années précédentes montrent que la proportion des femmes travaillant dans la police est en hausse. Il n'y a aucune femme dans l'Unité BBPTU, en dépit de la volonté affichée par les instances supérieures des services de police des frontières de les y inclure et des importants efforts déployés en ce sens par le CIDPM. Pourtant, elles représentent 26 % des agents de formation qui travaillent à des postes-frontières et qui devront prochainement dispenser des formations en cours d'emploi.

- L'importance de l'intégration de la perspective du genre dans la gestion des frontières est traitée à la section 3 du *Dossier « Place du genre dans la gestion des frontières »*.
- La formation en matière de genre des services frontaliers est analysée aux sections 4.1 et 4.2 du *Dossier « Place du genre dans la gestion des frontières »*.
- Les obstacles à l'intégration de la perspective du genre dans la gestion des frontières sont recensés à la section 5.1 du *Dossier « Place du genre dans la gestion des frontières »*.

⁴ Voir aussi : Human Dynamics, *Integrated Border Management* (05/KOS01/09/01), rapport final, 15 novembre 2007, http://www.eupt-kosovo.eu/training/police/PoliceTraining/BORDER_BOUNDARY/DOCUMENTS/2.pdf (dernière consultation : 3 décembre 2009).

TADJIKISTAN

Projet de réhabilitation de la frontière Douchanbé-Kirghizistan

Le projet de réhabilitation de la frontière Douchanbé-Kirghizistan, lancé par la Banque de développement asiatique (BDA), avait pour but de relancer la croissance économique et commerciale au Tadjikistan, l'une des plus pauvres républiques d'Asie centrale. Pour ce faire, le projet a réhabilité une partie du réseau routier régional en Asie centrale qui relie directement Douchanbé, la capitale du Tadjikistan, au Kirghizistan.

La nécessité de couvrir les aspects touchant le genre dans le projet de réhabilitation est apparue pendant la phase de demande d'assistance technique. Des consultations ont alors été conduites avec les membres masculins et féminins des communautés, dans différentes tranches socioéconomiques¹ :

- Les groupes de discussion ont permis de dégager chez les femmes des attentes particulières vis-à-vis de l'impact de la réhabilitation du réseau routier régional : elles espéraient que le projet faciliterait leur accès aux hôpitaux, aux maternités et à d'autres infrastructures sociales.
- Les enquêtes menées auprès des ménages ont révélé d'importantes différences entre les foyers dirigés par des hommes et les foyers dirigés par des femmes concernant les problèmes liés aux informations et politiques du projet. Par exemple, les foyers dirigés par des femmes ont affirmé n'être que très peu, voire pas du tout informés du projet, alors que les foyers dirigés par des hommes connaissaient très bien le projet. De plus, les foyers dirigés par des femmes avaient globalement moins de connaissances que les foyers dirigés par des hommes sur les politiques d'acquisition foncière et de relocalisation, ainsi que sur les procédures de traitement des griefs. Les informations collectées de ces enquêtes ont été importantes pour corriger les écarts et les lacunes dans la conception du projet et pour tenir dûment compte des questions de genre durant la phase de mise en œuvre du projet².
- L'enquête des ménages a également indiqué que les hommes bénéficiaient d'un large éventail d'opportunités d'emploi, alors que les femmes travaillaient essentiellement dans l'agriculture et l'élevage. Les femmes vivant dans la zone du projet, frappées par l'inégalité accrue des sexes et par la dégradation des services sociaux, ont manifesté un certain intérêt envers les éléments suivants : a) amélioration du niveau d'éducation chez les filles, b) multiplication d'activités rémunératrices pour les hommes et les femmes, c) renforcement des capacités et acquisition de nouvelles compétences pour les femmes, d) amélioration des services de santé, e) débouchés professionnels pour les femmes qualifiées, f) participation active aux activités publiques et g) formations de perfectionnement pour les enseignants et les travailleurs médicaux.

Le projet a ensuite été conçu et façonné pour traiter les besoins, ne serait-ce qu'en partie, des hommes et des femmes, à la suite de quoi des consultations ont été amorcées pendant et après la mise en œuvre du projet.

Les avantages indirects de la réhabilitation des frontières ont surtout trait à la connectivité, notamment l'amélioration de l'accès aux dispositifs d'éducation et de santé, la multiplication des déplacements vers les villes, l'accroissement de la commerciabilité des produits des femmes (fruits et petits animaux), la stimulation de l'emploi, la consolidation des interactions avec les organisations de développement déployant des projets axés sur le développement à travers l'égalité des sexes dans la région et l'amélioration de l'accès à l'information. En ce qui concerne les avantages directs, le projet a créé des débouchés professionnels pour les femmes grâce à la mise en œuvre du plan d'action pour le développement social. Ce volet du projet a en effet renforcé les impacts de neuf ONG internationales et locales spécialisées

1 Banque de développement asiatique, Assistance technique (financée par le Fonds spécial japonais) au Tadjikistan pour la préparation du projet de réhabilitation de la frontière Douchanbé-Kirghizistan, août 2004, <http://www.adb.org/Documents/TARs/TAJ/tar-taj-36396.pdf> (dernière consultation : 7 octobre 2009).

2 Ministère des Transports du Tadjikistan, Document de planification de réinstallation: Projet de réhabilitation de la frontière Douchanbé-Kirghizistan (Phase II), Juillet 2005, http://www.adb.org/Documents/Resettlement_Plans/taj/38236/38236-TAJ-RP.pdf (dernière consultation : 7 octobre 2009).

TAJIKISTAN

Dushanbe-Kyrgyz border rehabilitation project

dans la promotion d'activités de développement et de genre auprès des femmes dans les domaines de l'éducation et du renforcement des capacités, de la santé, du microcrédit et de l'auto-emploi.

La seconde phase du projet de réhabilitation des frontières s'est intéressée au VIH/sida et aux migrations, dans le but de définir une approche intégrée, communautaire et sensible au genre de la prévention du VIH/sida et d'autres maladies sexuellement transmissibles liées aux migrations saisonnières des hommes. Cela a aussi eu des avantages directs pour les femmes locales, grâce à la réduction du risque de contamination au VIH et d'autres MST³.

Le projet a été conclu en 2007. Entre autres retombées, il a suscité un engagement explicite de la part du ministère des Transports, des collectivités locales, des associations de femmes et des ONG pour poursuivre l'examen de l'impact du projet sur les femmes.

- L'importance de l'intégration de la perspective du genre dans la gestion des frontières est traitée à la section 3 du *Dossier « Place du genre dans la gestion des frontières »*.
- L'importance de l'appropriation locale est étudiée à la section 3.4 du *Dossier « Place du genre dans la gestion des frontières »*.
- Les obstacles à l'intégration de la perspective du genre dans la gestion des frontières des pays en transition sont recensés à la section 5.2 du *Dossier « Place du genre dans la gestion des frontières »*.

³ Asian Development Bank, Republic of Tajikistan: Dushanbe-Kyrgyz Border Road Rehabilitation Project (Phase III), Final report, July 2007, <http://www.adb.org/Documents/Reports/Consultant/37373-TAJ/37373-TAJ-TACR.pdf> (accessed October 7, 2009).

AFRIQUE
DE L'OUESTContrôle des frontières par le
prisme du genre

La région d'Afrique de l'Ouest a été ravagée par des violents conflits et illustre parfaitement les effets de l'instabilité d'un pays sur les pays voisins. Conciliation Resources (CR), organisation internationale travaillant sur les droits humains, les conflits et la paix dans les sociétés divisées, s'intéresse aux questions de la stabilité sous-régionale des pays de l'Union du fleuve Mano (UFM), à savoir la Sierra Leone, le Libéria et la Guinée, depuis 2002. Les pays de l'UFM sont étroitement liés entre eux, non seulement par leurs frontières et leurs ethnies communes, mais aussi par leur histoire et leurs conflits. Les efforts de consolidation d'une paix durable dans la région doivent donc tenir compte de ces dimensions sous-régionales. Les frontières des pays de l'UFM ont joué un rôle majeur dans l'éclatement des conflits et le recrutement des combattants : en Sierra Leone, par exemple, la guerre est partie de la frontière libérienne et a été soutenue par des combattants libériens¹. L'expérience démontre aussi que, du fait de la mise en avant des interventions nationales de règlement des conflits et de désarmement, démobilisation et réintégration, la dynamique locale de la violence et les dimensions transfrontalières des guerres ouest-africaines ont souvent été négligées, bien que les communautés frontalières soient parmi les plus marginalisées au plan socioéconomique².

La volatilité des régions frontalières de l'UFM est illustrée par les tensions à Yenga, village du district Kailahun, en Sierra Leone, qui est un point frontalier stratégique entre la Guinée et le Libéria³. Yenga est situé sur la rive du Makona, sur un terrain agricole fertile, qui pourrait aussi regorger de diamants. Les troupes guinéennes ont envahi Yenga pour la première fois au milieu des années 1990 afin d'aider à combattre les rebelles du Front révolutionnaire uni pendant la guerre civile et de bloquer leurs voies d'accès vers la Guinée. À la fin de la guerre, en 2002, la Guinée a maintenu sa présence militaire à Yenga. L'affaire a été réglée par voie diplomatique lorsque le président guinéen, Lansana Conteh, a publiquement reconnu que Yenga était un territoire sierra-léonais. Cette déclaration a conduit à la signature d'un protocole d'accord en septembre 2004, affirmant que le village de Yenga appartenait à la Sierra Leone. L'accord stipulait également que le fleuve Makona appartenait à la Guinée. Malgré tout, les choses étaient loin d'être résolues et les communautés frontalières de Yenga demeurent aujourd'hui encore très vulnérables au conflit. En fait, beaucoup de militaires guinéens sont restés à Yenga et continuent de garder le village depuis une base de l'autre côté du fleuve⁴. Alors que les gouvernements ont reconnu la situation comme un problème purement frontalier, les communautés s'inquiètent davantage de leur accès et du contrôle de leurs ressources. Les soldats guinéens basés à Yenga exploitent sans permission les terrains agricoles du village et empêchent ses habitants d'utiliser la terre. Pour une communauté qui tire l'essentiel de ses revenus et de sa subsistance de l'agriculture, cela pose un sérieux problème.

CR a commencé à travailler en Sierra Leone en 1995 en aidant des organisations de la société civile à réduire les impacts négatifs du conflit sur les communautés par la promotion de la réconciliation et de la consolidation de la paix. Les travaux de CR ont évolué dans les domaines thématiques de la consolidation de la paix communautaire, de la sécurité et la stabilité sous-régionales et de l'exclusion sociale et la marginalisation, avec un intérêt prononcé pour les femmes et les jeunes⁵. Actuellement, les travaux de CR dans la région

1 FOI, Swedish Defence Research Agency, *The Mano River Basin Area: formal and informal security providers in Liberia, Guinea and Sierra Leone*, 2007, <http://www.foi.se/upload/projects/Africa/FOI-R--2418.pdf> (dernière consultation : 4 novembre 2009).

2 Conciliation Resources, *Improving Community Security in Border Areas of the Mano River Union*, mars 2009 (non publié).

3 Mariama Conteh, *Vulnerability of border communities: are we protecting them enough?*. Occasional Papers, Conciliation Resources, 2005, <http://www.c-r.org/resources/occasional-papers/vulnerability-of-border-communities.php> (dernière consultation : 7 octobre 2009).

4 Sulakshana Gupta, *Save Yenga Save Salone*. Blog New Internationalist, 8 juillet 2009 : <http://blog.newint.org/majority/2009/07/08/save-yenga/> (dernière consultation : 21 décembre 2009).

5 Rosalind Hanson-Alp, *Security System Transformation in Sierra Leone, 1997-2007, Civil Society's Role in Sierra Leone's Security Sector Reform Process Experiences from Conciliation Resources*. Programme pour l'Afrique de l'Ouest, *Document de travail n° 12*, Réseau mondial pour la facilitation de la réforme du secteur de la sécurité, octobre 2008. <http://www.ssrnetwork.net/documents/Publications/SierraLeoneWPs/working%20paper%202012.pdf> (dernière consultation : 15 octobre 2009).

AFRIQUE DE L'OUEST

Contrôle des frontières par le prisme du genre

s'appuient sur le projet « Renforcer la sécurité des citoyens », qui a été mis en œuvre entre 2007 et 2008 dans le but de resserrer les liens entre la société civile et les forces de sécurité. Ce projet a abouti à la tenue d'une conférence sous-régionale en avril 2008, qui a rassemblé des représentants du secteur de la sécurité et de la société civile de Sierra Leone, du Libéria et de Guinée. Cette conférence a admis la nécessité d'appliquer une approche commune pour améliorer la diffusion de l'information et, ainsi, mieux traiter les problèmes de sécurité aux frontières.

En 2009, CR a déployé un nouveau projet, baptisé « Améliorer la sécurité communautaire dans les zones frontalières de l'Union du fleuve Mano ». Ce projet vise à renforcer les capacités de contrôle civil et à responsabiliser les forces de sécurité. Les travaux de CR dans le domaine de la sécurité transfrontalière accordent une attention spéciale à la dimension genre du problème. En particulier, ils tiennent compte des besoins et vulnérabilités spécifiques des femmes et des filles qui font commerce dans ces zones. Entre janvier et mai 2009, CR a conduit une série d'évaluations des besoins afin de collecter des informations sur les grands enjeux ayant trait à la sécurité et touchant les communautés frontalières, les forces de sécurité aux frontières et les décideurs et responsables politiques en matière de sécurité. Elle a organisé des groupes de discussion et des entretiens individuels avec plus de trois cents personnes à différents points-frontières dans le district de Pujehun et le comté de Grand Cape Mount entre la Sierra Leone et le Libéria, dans le district de Kambia et à la préfecture de Fourcariah entre la Sierra Leone et la Guinée et dans le district de Kailahun, à l'intersection des trois frontières, en Sierra Leone. En mars 2009, CR a également organisé une réunion de haut vol à Monrovia, au Libéria, en rassemblant pour la toute première fois des décideurs et responsables des pays de l'UFM et des membres du Secrétariat de l'UFM afin d'évoquer, d'identifier et de classer les principaux problèmes de sécurité rencontrés par les pays de la région, avec un intérêt tout particulier pour les zones frontalières.

Les évaluations des besoins pratiquées par CR ont permis d'identifier les obstacles suivants au regard de la gestion des frontières de l'UFM, qui n'ont fait que confirmer les conclusions de la réunion de haut vol⁶ :

- Trafic illicite d'armes légères, de drogues et d'autres marchandises ;
- Traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants ;
- Ignorance des civils envers leurs droits ;
- Corruption généralisée ;
- Absence de tarifs douaniers homogènes entre les trois pays ;
- Manque de connaissances des personnels frontaliers sur les lois nationales, les protocoles applicables et les déclarations relatives aux droits humains ;
- Médiocre coopération concernant le partage de renseignements et d'informations et la circulation libre des personnes et des marchandises ;
- Comportement arbitraire et non professionnel des responsables de sécurité vis-à-vis des communautés frontalières, avec notamment des cas de harcèlement sexuel à l'encontre de femmes ;
- Médiocre participation des civils et des organisations de la société civile aux mécanismes d'alerte précoce établis par le processus de réforme du secteur de la sécurité à la fin des conflits civils en Sierra Leone et au Libéria.

Les évaluations des besoins de CR ont identifié et confirmé que les problèmes prioritaires de la sécurité aux frontières devaient être traités et doivent conduire à la définition d'indicateurs légitimes, pour évaluer l'impact des futurs travaux. Les phases suivantes du projet porteront sur la production d'un court métrage illustrant toutes les questions soulevées durant le processus d'évaluation, suivie de débats dirigés visant à sensibiliser le public et à inciter les parties prenantes à changer de comportement. De même, une campagne de sensibilisation sera lancée, des ateliers de formation seront organisés et des mécanismes de contrôle par la société civile seront institués.

⁶ Conciliation Resources, *Improving Community Security in Border Areas of the Mano River Union*, mars 2009 (non publié).

AFRIQUE DE L'OUEST

Contrôle des frontières par le prisme du genre

- L'importance de l'intégration de la perspective du genre dans la gestion des frontières est traitée à la section 3 du *Dossier « Place du genre dans la gestion des frontières »*.
- La collaboration avec les organisations de la société civile est étudiée à la section 4.1 du *Dossier « Place du genre dans la gestion des frontières »*.
- Les obstacles à l'intégration de la perspective du genre dans la gestion des frontières des pays sortant d'un conflit sont recensés à la section 5.1 du *Dossier « Place du genre dans la gestion des frontières »*.

Supports de formation supplémentaires

Site Internet d'Advocates for Human Rights, **Trafficking: Training Materials**.
http://www.stopvaw.org/Trafficking_Training_Materials.html

Anti-Slavery International, **Protocol for Identification and Assistance to Trafficked Persons and Training Kit**, 2005. http://www.antislavery.org/includes/documents/cm_docs/2009/p/protocoltraffickedpersonskit2005.pdf

Organisation internationale pour les migrations, **Manuel OIM d'assistance directe aux victimes de la traite et du trafic**, 2007. http://www.iom.int/jahia/webdav/site/myjahiasite/shared/shared/mainsite/published_docs/books/CT%20handbook.pdf

Save the Children UK, ONU, OIM, **Training Manual for Combating Trafficking in Women and Children**, 2001.
http://www.un.or.th/TraffickingProject/Publications/trafficking_manual.pdf

UNIFEM et Projet inter-organisations des Nations Unies sur la traite des êtres humains dans la région du Mékong, **Trafficking in Persons: A Gender and Rights Perspective Briefing Kit**.
<http://unifem-eseasia.org/resources/others/traffkit.pdf>

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, **Toolkit to Combat Trafficking in Persons**, 2006.
http://www.unodc.org/pdf/Trafficking_toolkit_Oct06.pdf

Organisation mondiale de la santé, **WHO Ethical and Safety Recommendations for Interviewing Trafficked Women**, 2003.
<http://www.who.int/gender/documents/en/final%20recommendations%2023%20oct.pdf>